ISSN 1022 – 2448

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
E-mail: hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

29 mai 2007
7e année
No 20

AZA
8044 Zurich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Que faites-vous de la neutralité, monsieur Keckeis?

par Marianne Wüthrich, Zurich

«Car le jour où nous conclurions une alliance ou ferions d'autres cachotteries avec l'étranger, ce serait pour la Suisse le commencement de la fin.»

Carl Spitteler, Prix Nobel suisse, en décembre 1914

En route pour l'alpe Faldum dans le Lötschental en Valais. «Notre devoir envers tous les peuples en proie à la guerre est de mener une politique de paix active et de nous montrer solidaires de tous les hommes.» (photo mad)

Le fait que le chef de l'Armée suisse, *Christophe Keckeis,* ait été engagé par le Conseil fédéral pour faire avancer le rapprochement avec l'OTAN est un secret de polichinelle. Il y a peu de temps, il l'a avoué avec une franchise déconcertante dans une interview à la *Zürcher Landzeitung*: «Aujourd'hui, la menace est globale. Il s'ensuit que les réponses doivent également être intégrales et globales. C'est pourquoi il n'est plus pensable de chercher une solution à nous seuls. Nous sommes au milieu de l'Europe, au centre de tous les scénarios imaginables. Je suis tout à fait ouvert à de telles réflexions. J'ai appris cependant – pour des raisons politiques – à être prudent en ce qui concerne mon vocabulaire. Sinon, on va s'empresser de dire que Keckeis veut entrer dans l'OTAN.» (*Zürcher Landzeitung* du 15 mai)

Quelles sont donc ces «réponses intégrales et globales» de la Suisse aux menaces globales, Monsieur Keckeis, si ce n'est marcher avec l'OTAN? Votre vocabulaire est suffisamment clair! Ainsi le lecteur apprend qu'il nous faudrait les normes de l'OTAN pour qu'une remorque suisse puisse être accrochée à un camion allemand.

Stoppez les engagements militaires suisses à l'étranger! – Nous ne voulons plus d'avions de combat étrangers dans les Alpes suisses!

Nous Suissesses et Suisses ne devons pas accepter le fait que le Conseil fédéral ait signé en 1996, sans consulter le peuple, le *Partenariat pour la paix* qui nous conduit à une collaboration de plus en plus étroite avec l'OTAN. Nous ne devons pas garder le silence quand le DDPS permet à un pays voisin en guerre d'entraîner ses pilotes de combat dans nos montagnes pour leurs opérations militaires dans des pays montagneux.

Aux citoyens inquiets qui objectent que depuis des années les engagements militaires à l'étranger sont contraires à la neutralité, Keckeis, le chef de l'Armée, déclare: «Selon la Constitution et la loi militaire nous devons avoir un bataillon destiné au maintien de la paix. Ceux qui contestent cela vont à l'encontre de la Constitution et de la loi. La neutralité n'est pas en cause ici.»

Or la neutralité n'est-elle pas en cause quand des soldats suisses sont engagés dans des pays en guerre comme le Kosovo et l'Afghanistan aux côtés de soldats des Etats de l'OTAN sous le commandement d'un général de l'OTAN?

Le chef de l'Armée méprise autant la démocratie directe que la neutralité: Ceux qui défendent – à juste titre – l'idée que les engagements à l'étranger sont incompatibles avec la neutralité sont presque accusés de haute trahison («[…] vont à l'encontre de la Constitution et de la loi»). Une petite leçon de démocratie directe s'impose: Chaque Suisse peut s'opposer en tout temps à un article de la Constitution ou à une loi et peut par exemple lancer une initiative populaire demandant que les engagements à l'étranger soient supprimés. C'est le peuple et les cantons qui décideront de ce projet, c'est nous les citoyens qui avons le dernier mot dans notre pays et non pas quelqu'un qui se prend pour un général de l'OTAN, par la grâce du lobby de la mondialisation. Un général doit être au service du peuple dans le cadre de la Constitution.

La politique de neutralité est la meilleure protection de la population

La conception de Keckeis est très dangereuse: «La neutralité ne nous protège pas de ces menaces [terroristes]. Pour les terroristes, la neutralité ne signifie rien du tout. Nous devons nous attendre à ce qu'une attaque se produise, oui, je suis sûr que cela va se produire.» Aussi devons-nous faire partie d'un réseau international et «créer des coopérations». Ce point de vue est tout à fait faux: La Suisse a toujours fait partie de réseaux internationaux, avant qu'il y ait des réseaux informatiques et l'Internet; elle a toujours coopéré avec d'autres pays. Et nous devons continuer de le faire dans les domaines de la culture, de l'école, de l'économie, du développement, de l'aide aux réfugiés et des bons offices notamment. Dans le domaine militaire, la Suisse a bien fait d'opter, il y aura bientôt 200 ans, pour le principe de neutralité armée perpétuelle. En effet, il ne traduit pas un manque d'intérêt pour le reste du monde mais la volonté des Suisses de ne pas se mêler des conflits entre des Etats tiers et de conserver ainsi son indépendance par rapport aux grandes puissances et aux alliances d'Etats étrangers. Plus la Suisse sera liée étroitement aux grandes puissances et aux alliances militaires, plus elle sera vulnérable et sujette au chantage. Il est absurde de prétendre qu'elle a besoin de se rattacher à l'OTAN pour être mieux protégée du terrorisme. C'est le contraire qui est vrai.

C'est ce que la population espagnole a constaté quand elle est descendue dans la rue après les attentats meurtriers de Madrid en 2003 et qu'elle a demandé avec succès que les troupes espagnoles soient retirées d'Irak. Sur ce point, la Suisse n'est vraiment pas un cas particulier. Pour elle, comme pour tous les pays: moins on se mêle de la politique des grandes puissances plus on est épargné par le terrorisme.

La politique de neutralité, instrument de paix

La grande majorité de notre population a de bonnes raisons de tenir à la neutralité, c'est ce qui ressort des sondages depuis des décennies. C'est un des principes fondamentaux de la Suisse. C'est uniquement en tant que pays neutre que nous pouvons assumer nos responsabilités dans un monde ébranlé par les guerres et la pauvreté. En même temps, la plupart des Suisses veulent que la Suisse poursuive ses activités de médiatrice dans des conflits internationaux et qu'elle consolide son rôle de siège du *Comité international de la Croix-Rouge*. En effet, ils sont convaincus que la Suisse, justement parce qu'elle est indépendante et neutre, a une responsabilité à l'égard du monde. Notre devoir envers tous les peuples en proie à la guerre est de mener une politique de paix active et de nous montrer solidaires de tous les hommes.

Restons-en à notre salutaire «cas particulier» de Suisse neutre et ne nous laissons pas accrocher au train de l'intégration conduit par les lobbyistes de la mondialisation. •

SOMMAIRE

La Suisse, pays neutre, ne connaît les généraux qu'en temps de guerre — *page 3*

L'encerclement de la Russie et de la Chine — *pages 4*

Guerres médiatiques: Le rôle des agences de communication — *pages 5*

Ces Tchèques qui disent «non» à Oncle Sam — *page 7*

Education: La coopération constructive pour sortir de la violence — *page 10*

Au service de qui êtes-vous, Monsieur Keckeis?

par Reinhard Koradi, Dietlikon

Dans une interview[1], le «chef de l'Armée», Christophe Keckeis, répond à des questions sur la sécurité aujourd'hui. Elles concernent surtout les sujets suivants: le crash du Tornado allemand dans l'Oberland bernois, les cours de répétition à l'étranger des soldats de l'Armée suisse, l'engagement de soldats suisses à l'étranger, le «Partenariat pour la Paix», le risque d'attentats terroristes ainsi que le rôle de l'Armée en Suisse.

Au vu des réponses de Keckeis, l'observateur attentif au développement de l'armée se demande s'il ne faut pas considérer cette interview comme une manigance du DDPS. En tout cas, Keckeis n'aurait pas pu souhaiter de meilleure plateforme pour la propagande en faveur de sa réforme de l'armée.

Keckeis doit s'en tenir à la Constitution

Un soldat doit servir les intérêts de son pays. Il en est de même pour le chef de l'Armée. Cela veut dire entre autres que Keckeis doit s'en tenir aux objectifs de la Constitution fédérale. Les articles 54 et 185 sont les garde-fous impératifs de l'orientation actuelle et future de l'Armée. Mais en lisant les réponses de Keckeis, on peut constater son irrespect envers la Constitution et également envers le peuple suisse. La Constitution – à laquelle il doit également se soumettre – précise sans équivoque à propos de la mission de l'Armée:

«La Confédération s'attache à préserver l'indépendance et la prospérité de la Suisse; elle contribue notamment à soulager les populations dans le besoin et à lutter contre la pauvreté ainsi qu'à promouvoir le respect des droits de l'homme, la démocratie, la coexistence pacifique des peuples et la préservation des ressources naturelles.»[2]

Et à l'article 185, «Sécurité extérieure et sécurité intérieure», on peut lire:

«Le Conseil fédéral prend des mesures pour préserver la sécurité extérieure, l'indépendance et la neutralité de la Suisse.»[3]

L'espace aérien, trop petit pour la Suisse, semble être assez grand pour des avions étrangers?

De ce texte constitutionnel, on ne peut vraiment pas déduire que l'Armée ait pour mission d'effectuer des engagements ou de participer à des guerres à l'étranger. Alors pourquoi les Forces aériennes suisses de-

Suite page 2

«Au service de qui êtes-vous …»
suite de la page 1

vraient-elles s'entraîner à l'étranger et les avions de combat étrangers dans les vallées des Alpes suisses? Keckeis parle du manque de possibilités pour les pilotes indigènes de s'entraîner dans leur propre pays et permet en même temps à des pilotes étrangers d'utiliser notre espace aérien pour des exercices. Pour Keckeis, la neutralité représente un obstacle à la réalisation des engagements à l'étranger de soldats suisses et des cours de répétition à l'étranger. Mais en même temps il reproche aux adversaires des engagements à l'étranger une argumentation contraire à la Constitution et à la loi en jugeant sans importance leur argument selon lequel il s'agit là d'une infraction à la neutralité car pour lui, «la neutralité ne joue ici aucun rôle».[4]

Cessons la propagande pour les engagements militaires à l'étranger

Dans l'éventualité d'attentats terroristes en Suisse, le chef de l'Armée lance une autre attaque contre la neutralité. Il défend le «Partenariat pour la Paix» en arguant que «les réponses aux nouvelles menaces doivent être intégrales et globales».[5] «C'est pourquoi, aujourd'hui, il n'est plus envisageable de produire notre propre solution. Nous nous trouvons en plein milieu de l'Europe, au cœur de tous les scénarios imaginables. Je suis tout à fait ouvert à de telles réflexions.»[6] Ce qui frappe aussi, c'est le choix des mots de Keckeis quand il parle de l'armée et de la sécurité. La plupart du temps, il parle des «produits» de l'armée comme si les soldats suisses fabriquaient des «produits» pour le marché mondial (de la sécurité). Il est également curieux que Keckeis caractérise le besoin d'entraînements à l'étranger comme une vérité intellectuelle que nous aurions cherchée trop peu systématiquement. Il déplore le refus par la population des engagements à l'étranger et l'attribue – chose piquante – à une mauvaise communication de la part du haut commandement de l'Armée. Serons-nous bientôt soumis à une propagande visant à briser la résistance du peuple suisse à la participation de nos soldats à des opérations militaires à l'étranger?

Keckeis veut soumettre l'Armée suisse aux objectifs d'hégémonie mondiale des Etats-Unis

Keckeis se prononce donc clairement contre la neutralité et voit dans la solution «intégrale et globale» du problème le seul moyen d'éliminer les «menaces» dans le monde. Il soumet ainsi l'armée suisse aux objectifs d'hégémonie mondiale des Etats-Unis. Nous avons vu ces dernières années où cela mène. Les solutions «globales» ont entraîné des guerres initiées par les USA et menées par des troupes «internationales» (en partie aussi sous le commandement de l'OTAN) en Yougoslavie, en Irak, au Liban et en Afghanistan. Bien que qualifiées d'interventions en faveur de la paix, le résultat a toujours été dramatique: des milliers et des milliers de personnes tuées, des destructions absurdes, l'anéantissement d'espaces naturels vitaux et des souffrances indicibles pour les populations civiles.

Keckeis méprise le respect de la neutralité et la sauvegarde de la paix

Avec son objectif d'«intégration», Keckeis néglige la mission constitutionnelle qui veut que l'on soulage les populations dans le besoin, lutte contre la pauvreté et promeuve le respect des droits de l'homme, la démocratie, la coexistence pacifique des peuples et la préservation des ressources naturelles. Il vise l'intégration et l'implication de la Suisse dans des conflits militaires et viole ainsi gravement la neutralité et une authentique sauvegarde de la paix. Dans cette perspective, on comprend qu'il nous annonce des attentats terroristes en Suisse. Il reçoit sa solde de la Caisse fédérale suisse, mais il a visiblement assujetti sa stratégie aux intérêts globaux de centres de pouvoir étrangers.

D'après la Constitution fédérale, l'Armée a pour mission de prévenir la guerre et de contribuer à maintenir la paix; elle assure la défense du pays et de sa population. Elle apporte son soutien «aux autorités civiles lorsqu'elles doivent faire face à une grave menace pesant sur la sécurité intérieure ou à d'autres situations d'exception».[7]

Keckeis doit s'en aller

Monsieur Keckeis, ce que vous prônez relève de la désobéissance et de la trahison des intérêts du peuple suisse. Démissionnez! •

---

1 *Zürcher Landzeitung* du 15/5/07
2 Constitution fédérale, art. 54–2
3 Constitution fédérale, art. 185–1
4 *Zürcher Landzeitung* du 15/5/07
5 ibid.
6 ibid.
7 Constitution fédérale, art. 58–2

Lettre ouverte

La Suisse est un Etat vassal de l'OTAN

Monsieur le Conseiller fédéral Samuel Schmid, DDPS
Monsieur le Conseiller fédéral Schmid

Pendant que vous étiez aux Etats-Unis (pour recevoir des ordres?) un Tornado de la Luftwaffe allemande s'est écrasé contre une paroi rocheuse dans la vallée de Lauterbrunnen. La population étonnée a appris – aussi de vous-même – que de tels vols sont une affaire de routine et qu'un accord a été conclu en 2000 permettant aux différentes nations d'utiliser la Suisse comme champs de manœuvres; cela nota bene après avoir prétendu officiellement à plusieurs reprises que la Suisse est trop petite pour des vols d'entraînement et que, pour cette raison, on doit les faire à l'étranger.

Comme la Suisse passe encore pour un pays neutre, je considère que cette affaire est très inquiétante. On peut encore accepter que la Suisse et la Norvège aient signé un accord sur des vols d'entraînement parce que tous les deux sont des pays neutres. En ce qui concerne un Tornado allemand, l'affaire est une autre!

L'Allemagne vient de décider contre une grande résistance de mettre en opération des Tornados dans le cadre de l'OTAN en Afghanistan pour apporter «la paix et la démocratie» (en clair: la guerre et des bombes). Il s'agit là d'une guerre d'agression contre la population civile. Le soi-disant «terrorisme» sert de prétexte pour réduire tout en cendres, chasser les civils et conquérir un pays qui est intéressant au niveau stratégique. Le pilote allemand a évidemment confondu la vallée de Lauterbrunnen avec l'Afghanistan ainsi que ses habitants et ses touristes avec les Afghans sur lesquels on lâche les bombes. L'évolution funeste qui s'annonçait déjà avec «le Partenariat pour la Paix» et *l'Armée XXI* s'est manifestée. La Suisse est devenue un Etat vassal de l'OTAN et cela grâce aux activités du Conseil fédéral des dernières années.

Pour moi, les conséquences sont évidentes: Je suis pour une armée de défense de la Suisse, même si les menaces ont changé. Mais après cet événement je voterai non de façon conséquente contre chaque réforme de l'armée et je soutiendrai également l'initiative de *Franz Weber*.

Je vous prie de me confirmer la réception de cette lettre et je me réserve la possibilité de la publier.

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Alexandra Nogawa, Bâle

Allemagne

La nouvelle doctrine de l'OTAN de 1999 est illégale

Une «armée de guerre permanente»?

A propos de l'audience orale du Tribunal administratif fédéral du 18 avril 2007 concernant la plainte du groupe parlementaire de gauche contre l'envoi des avions d'observation Tornados en Afghanistan (Az 2 BvE 2/07), *Gert Winkelmeier*, membre de la commission de la défense, a déclaré ceci:

«Pendant les six heures d'audience au sujet de la plainte contre un organe de l'Etat du groupe parlementaire *Die Linke,* l'envoi des Tornados en Afghanistan n'était qu'un sujet discuté parmi d'autres. La plainte du deuxième groupe parlementaire d'opposition au Bundestag vise plutôt à lutter contre le démantèlement des droits du parlement, car les groupes parlementaires de la coalition n'en ont pas la force.

Selon l'article 59-2 GG (loi fondamentale), les traités qui organisent les relations politiques du gouvernement ont besoin de l'approbation du Bundestag. L'approbation du Traité de l'OTAN date de 1955. Tandis qu'à l'époque l'OTAN était une alliance uniquement défensive dans la région euro-atlantique et strictement liée à la Charte de l'ONU, l'Allemagne acceptait en 1999 la nouvelle stratégie qui a fait de cette alliance défensive une alliance toujours prête à intervenir dans n'importe quelle crise dans le monde – sans engagement explicite envers la Charte. Lors du Sommet de Riga, en novembre 2006, on a exprimé même la volonté «de poursuivre le processus de transformation pendant les dix à quinze années à venir» et on a évoqué l'expansion de l'OTAN jusqu'à la région pacifique.

La transformation n'est pas une «évolution de l'Alliance défensive sous d'autres conditions – cadres de la politique de sécurité» comme le gouvernement fédéral a voulu le faire miroiter hier au public. Pour l'appartenance à l'OTAN «transformée», il devrait présenter une nouvelle loi d'approbation. Le gouvernement fédéral veut l'empêcher, car le débat respectif révélerait, à coup sûr, qu'une politique d'intérêt, avec des moyens militaires, se cache derrière «la défense de l'Allemagne dans le Hindu Kuch». La Loi fondamentale, par contre, oblige le gouvernement selon l'article 24-2 à la paix.

Udo Di Fabio, juge du tribunal administratif fédéral, a posé hier la question à savoir si les forces de l'OTAN ne deviendraient pas une armée de guerre permanente, l'Alliance étendait géographiquement de plus en plus ses intérêts de sécurité. Je me rallie à cette question.» •

Courrier des lecteurs

Défendre la Suisse contre des terroristes avec 18 500 soldats?

Le «général de la paix» *Keckeis*, voit la Suisse en danger d'attentat terroriste. Pour cette raison, nous devrions nous lier au niveau global par l'interopérabilité (des remorques suisses pour des camions militaires allemands) et le Partenariat pour la «paix» (terme euphémique employé par Keckeis pour décrire la coopération avec l'OTAN). La neutralité ne jouerait plus aucun rôle. Comme l'OTAN est engagée dans le monde entier dans des guerres violant le droit international, toute coopération augmente réellement le risque d'un attentat terroriste. La Suisse a pu se tenir à l'écart de toute guerre depuis plus de 150 ans à l'aide de sa neutralité armée. C'est pourquoi la Constitution fédérale oblige l'armée à défendre le pays et la population (art. 58) et le Conseil fédéral à préserver la neutralité (art. 185). L'*Armée 61* disposait encore de 600 000 soldats formés et armés.

Le 18 mai 2003, le peuple suisse a approuvé lors d'une votation *l'Armée XXI* avec 220 000 soldats car on nous indiquait dans la brochure d'explication du Conseil fédéral que cette armée était exactement ce qu'il fallait pour le début du XXIe siècle, et que le Parlement était plus apte à s'occuper de l'armée que le peuple. Et quel en est le résultat?

Le 12 mai 2005, le conseiller fédéral *Schmid*, chef du DDPS (Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports) a déclaré: «Aujourd'hui, l'armée suisse est une armée de milice de 220 000 hommes. Demain aussi, la Suisse aura une armée de milice de 220 000 hommes!» Lors de la même conférence de presse, Keckeis déclara que dans l'armée prévue pour 2008 – 2011 il n'y aura plus que 18 500 membres actifs qui se concentreront sur la défense militaire classique. C'est environ le nombre nécessaire pour assurer la surveillance du WEF à Davos. L'escadron de surveillance, la surveillance aérienne militaire (Suisse: 3000 mouvements aériens par jour) et le régiment de l'aéroport qui était disponible en quelques heures sont déjà supprimés. En 2005, l'armée suisse avait besoin de 5 jours pour sécuriser l'aéroport. Des avions de combat allemands peuvent s'entraîner librement pour la guerre lors de vols à basse altitude dans les vallées de nos Alpes.

Nous ne pouvons compter ni sur des alliés, ni sur le Parlement ou le Conseil fédéral ni sur le service de Sécurité de l'Etat, le citoyen doit faire de l'ordre lui-même. Si nous ne voulons pas être entraînés dans les guerres et le terrorisme, il faut que nous quittions la sous-organisation de l'OTAN «Partenariat pour la paix» comme l'a fait le petit pays de Malte, et que nous soutenions la Croix-Rouge et le droit international humanitaire.

P. Aebersold, Zurich

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier
Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51
E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6
Imprimerie
Nüssli, Mellingen
Abonnement annuel 198.– frs / 108.– €

© 2007 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

La Suisse, pays neutre, ne connaît les généraux qu'en temps de guerre

M. Keckeis, chef de l'Armée suisse, serait-il un général de l'alliance guerrière USA/Royaume-Uni/Israël?

Un «chef de l'Armée» suisse fabule sur des attentats terroristes en Suisse, est prêt à importer le modèle américain de «homeland security», préconise l'intégration des Suisses dans des réseaux d'armées étrangères et, ce faisant, pense apparemment à l'OTAN avec sa nouvelle doctrine agressive de 1999. Un tel «chef» rend nécessaire, tant par ce qui précède que par son rang de «général», une comparaison historique. Le résultat de cette analyse est navrant et se résume ainsi: Mr Keckeis, go home to the Pentagon!

ts. Avant que l'Armée suisse ne soit transformée en module selon le concept du Partenariat pour la Paix de l'OTAN – et *Armée XXI* n'est en effet rien d'autre – elle n'a jamais connu de général en temps de paix, à la différence des autres armées. La Constitution suisse ne prévoit la fonction de chef de l'Armée qu'en temps de guerre. Le titre de «général» lui est exclusivement réservé. Ainsi la Suisse, depuis la fondation de l'Etat fédéral en 1848, n'a-t-elle eu que quatre généraux, le dernier, le plus connu, étant le général *Henri Guisan*. Il suffit de jeter un coup d'œil à l'histoire de la Suisse pour constater que le poste créé exclusivement à l'intention de *Christophe Keckeis* est une absurdité et ne correspond absolument pas à la tradition d'une Suisse neutre. Les historiens de l'ère précédant les rapports Bergier évoquent de manière réjouissante et sans distorsions idéologiques les circonstances exceptionnelles dans lesquelles le peuple suisse a remis son destin entre les mains d'un gouvernement et d'un général possédant les pleins pouvoirs, limitant ainsi les droits fondamentaux de la démocratie directe.

Le général, fonceur ou homme mesuré et réfléchi?

Voyons ce que relate *Peter Dürrenmatt* dans son *Histoire suisse*: Le 25 août [1939], le lendemain du jour où Hitler et Staline avaient annoncé leur Pacte de non-agression au monde étonné, le Conseil fédéral adressa au peuple suisse une déclaration: la guerre était proche et la population devait envisager l'avenir avec calme et dignité. Trois jours plus tard, la garde-frontière fut mobilisée. Cette mobilisation partielle se déroula sans problème et rapidement. En même temps, le Conseil fédéral convoqua l'Assemblée fédérale pour le 30 août en séance extraordinaire à Berne. Elle devait élire le général et accorder les pleins pouvoirs au Conseil fédéral. L'état de service actif fut déclaré sur tout le territoire de la Confédération. Il permettait au Conseil fédéral de décréter d'autres mesures préparatoires et de disposer de tous les moyens de transport.

Le mercredi 30 août, à cinq heures de l'après-midi, les députés commencèrent de délibérer. La séance se déroula plus rapidement que ce n'avait été le cas lors du déclenchement de la Première Guerre mondiale 25 ans auparavant. La nécessité d'accorder les pleins pouvoirs au Conseil fédéral ne fut pas contestée. 181 conseillers nationaux et 42 conseillers aux Etats exprimèrent leur accord. Aussitôt après, on passa à l'élection du général qui se déroula, elle aussi, rapidement. Il n'y avait pas de candidat suisse allemand. Deux officiers romands étaient au premier plan, le commandant de la deuxième division, le colonel divisionnaire *Jules Borel*, et le commandant du premier corps d'armée, le colonel commandant de corps *Henri Guisan*. Ces deux hommes différaient par leur tempérament. Le Neuchâtelois, Borel, était un fonceur résolu et un chef militaire marquant, le Vaudois, Guisan, était plutôt mesuré et réfléchi. L'Assemblée fédérale se décida rapidement en faveur d'Henri Guisan et l'élut avec 204 voix sur 229. C'était le quatrième général de l'Armée suisse depuis 1848. 21 conseillers s'étaient exprimés en faveur de Borel. (Peter Dürrenmatt, *Histoire illustrée de la Suisse,* adaptation française de Aldo Dami, Payot, Lausanne 1958–1960)

Le Général Guisan devant le Palais fédéral après son élection par l'Assemblée fédérale. La Constitution suisse ne prévoit la fonction de chef de l'Armée qu'en temps de guerre. (photo mad)

Résister contre la domination étrangère et les menaces totalitaires

Le général prêta aussitôt serment et fut acclamé en sortant du Palais fédéral par une foule de 30 000 citoyennes et citoyens enthousiastes. *Hans Rudolf Schmid* décrit ainsi la scène: «Pendant que Guisan prêtait serment, environ 30 000 personnes se rassemblèrent devant le Palais fédéral pour l'acclamer lorsqu'il sortit en compagnie des conseillers fédéraux et d'officiers supérieurs. La foule entonna l'hymne national ‹Ô monts indépendants […]› et l'élection du général Guisan donna ainsi lieu à une prodigieuse manifestation de confiance. La principale mission confiée au commandant en chef de l'armée était naturellement de s'occuper de tous les problèmes concernant la défense nationale, parmi lesquels la sauvegarde de la neutralité avait une importance politique de premier ordre.» (Hans Rudolf Schmid, *Le Général. La Suisse pendant la guerre de 1939–45,* Zofingue 1975, p. 15)

Le général incarnait, de l'avis unanime des contemporains, l'esprit de résistance des Confédérés contre toute domination étrangère ou menace totalitaire.

Le Rapport du Grütli rassura et irradia jusque dans l'arrière-pays

Le 31 août, le Conseil fédéral adressa, selon l'usage, une déclaration de neutralité aux puissances belligérantes. Par la suite, ce fut une fois de plus le général qui rassura le peuple face à un Conseil fédéral qui manifestait des signes de faiblesse. Voilà comment *Hans von Greyerz* décrit la situation: «Nul n'était à l'abri de la faiblesse. Après que la seconde mobilisation du 10 mai eut été accompagnée de quantités de rumeurs et de gens qui fuyaient précipitamment Bâle et les régions rhénanes et que la perfection avec laquelle les Allemands menaient leur guerre d'agression eut suscité de plus en plus d'admirateurs et augmenté le nombre des défaitistes, l'effondrement de la France au mois de juin 1940 finit par ébranler le moral de beaucoup de Suisses, même dans les hautes sphères. La proclamation du Conseil fédéral du 25 juin, diffusée par radio dans les trois langues officielles, évoquait en termes obscurs la nécessité de s'adapter à de nouvelles données et fit penser à ce qu'on pourrait appeler un «pétainisme helvétique», ce qui ne tarda pas à augmenter la confusion des esprits. Dans cette situation, le Rapport du Grütli du 25 juillet rassura les officiers et irradia jusque dans l'arrière-pays.» (Hans von Greyerz, *Der Bundesstaat seit 1848*; in: *Handbuch der Schweizer Geschichte*, tome 2.2, Zurich 1980, p. 120)

Conseiller fédéral Obrecht: «Nous ne partirons pas en pèlerinage!»

Quel contraste avec les temps que nous vivons où le chef de l'Armée suisse fabule sur des attentats terroristes en Suisse, est prêt à importer le modèle américain de «homeland security», préconise l'intégration des Suisses dans des réseaux d'armées étrangères et, ce faisant, pense apparemment à l'OTAN avec sa nouvelle doctrine agressive de 1999! Et cela après s'être rendu récemment au quartier général de l'OTAN à Bruxelles, visite qu'on devrait peut-être qualifier de pèlerinage dans le but de se soumettre à un adversaire puissant. Or le conseiller fédéral *Hermann Obrecht* avait, il y a 70 ans, exclu une telle démarche. Face à l'habitude d'Hitler de convoquer chez lui les chefs des Etats qu'il était déterminé à attaquer, le conseiller fédéral Obrecht déclara, le 16 mars 1939, à Bâle, que la Suisse résisterait à tout agresseur et qu'il était «exclu qu'avant, la Suisse effectue un pèlerinage à l'étranger» (d'après Greyerz, p. 1157).

Or c'est précisément ce que fait Keckeis, en parfaite opposition à la grande majorité de la population qui, selon des sondages, veut que le principe de neutralité armée perpétuelle soit maintenu. Et ceci à juste titre car c'est justement cette neutralité, accompagnée de la tradition suisse des bons offices, qui met le pays à l'abri d'actes de vengeance perpétrés par des hommes issus de pays bombardés.

Attaques terroristes des armées secrètes de l'OTAN en Europe

Rappelons-nous qu'en pleine guerre froide, les armées secrètes de l'OTAN organisaient elles-mêmes des attentats pour terroriser la population et l'amener à réclamer un Etat puissant exerçant une surveillance accrue. Par exemple, l'«opération Gladio», en Italie, est bien documentée (voir Daniele Ganser, *Nato's Secret Armies. Operation Gladio and Terrorism in Western Europe,* New York 2005, ISBN 0-7146-8500-3.) A cette époque, la Suisse disposait elle aussi d'une armée secrète intégrée au réseau des armées de l'OTAN. Cela appartient-il vraiment au passé? Dans certains pays, également en Suisse, ces cellules terroristes de la mort ont été dissoutes, du moins c'est ce qu'on a prétendu. Qui peut exclure qu'en ces temps de guerre contre le terrorisme menée par *Bush,* laquelle évolue de plus en plus vers une guerre «chaude» contre la Russie et la Chine, une alliance Etats-Unis/Royaume Uni/Israël ne veuille instrumentaliser de telles structures dormantes ou nouvellement créées pour aligner les Européens et les Suisses? Le langage de Keckeis est trop transparent, la stratégie planifiée trop apparente: il suffirait d'un seul attentat en Suisse pour que la population se jette en masse dans les bras et les armées de l'OTAN. Le château d'eau et les transversales alpines se transformeraient définitivement en protectorat de l'OTAN et la Suisse en terrain légal idéal pour les exercices des avions de combat de l'OTAN. Que l'on songe à l'accident du Tornado dans la vallée de Lauterbrunnen! L'élite helvétique avide de pouvoir contraindra-t-elle ses soldats, dans un proche avenir, à participer en tant que mercenaires aux campagnes des grandes puissances?

Les grandes puissances ne sortiront pas victorieuses des guérillas

Mais nous n'en sommes pas encore là! Selon le professeur *Albert A. Stahel,* la Suisse ferait bien de se rappeler sa tradition de résistance et de tirer les leçons de son histoire. Quand un petit peuple veut rester à l'écart des aspirations des grandes puissances à la suprématie et à l'accaparement des ressources, son endurance et la guérilla lui ont toujours permis de remporter des victoires. Il mentionne la résistance des Irakiens et des Afghans qui, défendant un pays montagneux, ne se sont soumis à aucune grande puissance, ni aux Britanniques ni aux Soviétiques. L'OTAN s'enlise de plus en plus dans la guerre qu'elle mène contre la population au mépris total du droit international.

Keckeis devrait démissionner. Il pourrait alors offrir en toute liberté ses services de mercenaire à une puissance étrangère s'il ne peut pas s'empêcher de vouloir répandre le sang dans les guerres contraires au droit international des grandes alliances militaires. Après tout, pendant la Seconde Guerre mondiale, des Suisses instables avaient également rejoint volontairement le camp d'une grande puissance avide de suprématie et de ressources. L'histoire a pourtant montré que ce choix débouchait sur un tribunal de crimes de guerre. Si Keckeis veut faire ce choix, qu'il le fasse, mais à titre privé! Une chose est sûre: La population suisse ne le suivra pas et s'empressera d'abolir cette fonction de général en temps de paix. Et dans une éventuelle guerre, elle ne se donnera sûrement pas comme commandant suprême un fonceur, mais plutôt un général mesuré et réfléchi, à l'image d'Henri Guisan. •

(photo haro)

Alliance militaire mondiale

L'encerclement de la Russie et de la Chine

Partenariat militaire établi à l'initiative des Etats-Unis en Extrême-Orient et dans le Pacifique

par Mahdi Darius Nazemroaya, Ottawa, Canada

Bien que l'Australie, la Nouvelle-Zélande, Singapour, la Corée du Sud et le Japon ne soient pas membres de l'OTAN, ils lui sont rattachés par des partenariats militaires, des accords d'association, un réseau de partenariats ainsi que par des accords bilatéraux avec les Etats-Unis et le Royaume-Uni.

La création d'une organisation parallèle à l'OTAN en Extrême-Orient et dans le Pacifique fait partie d'une politique internationale extrêmement risquée, qui consiste à former une alliance militaire mondiale. *Ellen Bork,* directrice suppléante du *Project for the New American Century* (PNAC), et *Gary Schmitt,* Resident Scholar à l'*American Enterprise Institute,* se sont prononcés, dans un article sur la Corée du Sud publié en décembre dernier, pour la création d'un réseau militaire asiatique semblable à l'OTAN.[1] Le PNAC est un cénacle américain dont font partie, notamment, *Dick Cheney, George W. Bush, Richard Perle, Lewis Libby, Karl Rove, Zalmay Khalilzhad, Richard Armitage* et *Paul Wolfowitz.*

La militarisation du Japon

«Le Japon et les membres de l'OTAN font face aux mêmes menaces.» *(Jaap de Hoop Scheffer,* secrétaire général de l'OTAN)

Le Japon a intégré graduellement sa politique militaire – en l'adaptant – dans celle des Etats-Unis et de l'OTAN. Sur les plans bilatéral et multilatéral, le Japon est étroitement lié au système militaire américain. Après la Seconde Guerre mondiale, il a été contrôlé quelques années par les troupes américaines. En 1951, le Japon et les Etats-Unis ont signé un traité de sécurité. Le 19 janvier 1960, le traité a été complété par un autre accord bilatéral entre le Japon et les Etats-Unis.

En outre, le Japon et la Corée du Sud font partie d'un immense projet militaire américain, qui comprend le stationnement de systèmes de missiles et de troupes d'attaque rapide dans le monde entier et qui a été conçu à l'époque de *Reagan*. En Asie, le projet militaire mondial a été adopté pour faire face à la menace que faisait prétendument peser une attaque de missiles nord-coréens. La Chine a aussi servi de prétexte pour établir une large alliance militaire comprenant un système intégré en Extrême-Orient, en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique.

Accord de coopération militaire entre le Japon et l'OTAN

Le gouvernement japonais a signé son deuxième traité de sécurité bilatéral avec l'Australie, pour intensifier ses relations de sécurité et ses relations militaires avec ce pays.[2] De plus, l'Australie du gouvernement *Howard* participe activement à des projets militaires dans la région Asie-Pacifique, notamment dans le cadre d'une politique d'encerclement des frontières orientales militarisées de la Chine. En janvier 2007, le premier ministre japonais *Shinzo Abe* a rendu visite au quartier général de l'OTAN, à Bruxelles, puis aux dirigeants de l'Allemagne et du Royaume-Uni. En fait, il s'agissait d'une visite de l'OTAN dans son ensemble et de ses deux branches, à savoir l'entente franco-allemande, représentée largement par l'Allemagne, et l'alliance anglo-américaine, représentée par le Royaume-Uni et les Etats-Unis. Pendant la première visite d'un dirigeant japonais au quartier général de l'OTAN, le premier ministre japonais a promis de coopérer étroitement avec l'OTAN en Afghanistan. La poursuite de l'embargo d'armes que l'UE applique à la Chine a fait également l'objet de discussions.[3] Par ailleurs, le Japon a déjà conclu un traité de coopération militaire avec l'OTAN.

En 1999, à l'époque de l'élargissement de l'OTAN et de sa guerre d'agression contre la Yougoslavie, le Japon et les Etats-Unis ont lancé un programme commun de recherches sur la défense anti-missiles.[4] De plus, le gouvernement japonais a transformé son service de défense en ministère, ce qui constitue une nouvelle violation de la constitution japonaise. Par ailleurs, il finance la mise en position de missiles Patriot-PAC-3 et Aegis-Standard-Missile-3 (SM-3). Il a permis également aux Etats-Unis d'établir sur son territoire des installations militaires de radars destinées au bouclier mondial anti-missiles.[5]

Des fonctionnaires japonais veulent réviser la constitution de leur pays pour permettre à celui-ci de s'intégrer dans des alliances militaires telles que l'OTAN. Les Etats-Unis, l'Australie et l'OTAN soutiennent largement la décision du gouvernement de Tokyo tendant à militariser le Japon.

Le gouvernement japonais viole de manière flagrante l'article 9 de sa constitution, qui lui interdit d'avoir une force armée. A cet égard, il a entamé une procédure de modification de la constitution qui dégagera la voie conduisant à la formation formelle de forces armées japonaises. Le Japon a déjà commencé à constituer ses capacités techniques militaires et ses forces armées. Ces dispositions législatives sont des mesures tendant à légaliser l'initiative qu'elles introduisent.

Le gouvernement a poursuivi son programme de militarisation sans tenir compte du refus de la militarisation par la majorité des citoyens. Le Parlement japonais est en train d'adopter la législation adéquate, ce qui permettra au gouvernement de modifier la constitution. Selon le premier ministre, cette législation autorisera le Japon, «à éliminer les limitations de l'autodéfense collective et du soutien des alliés attaqués».[6]

Renforcement de l'alliance militaire dans la zone Asie-Pacifique

Depuis la guerre froide, l'Australie et le Japon ont noué des relations étroites de coopération militaire. Dans la catégorie du «personnel non combattant», leurs troupes sont intégrées dans les opérations militaires en Irak occupé.

L'océan Indien est d'une importance économique primordiale pour l'Inde. Les voies navigables qui mènent à travers la région de l'océan Indien (IOR Indian Ocean region) sont l'artère vitale de l'économie internationale. Un quart du commerce mondial et du besoin énergétique passe par l'océan Indien. A cause des réserves d'hydrocarbures au Proche-Orient il est d'une très grande importance pour l'économie dépendant de l'énergie en Australie, en Asie de l'Est, en Europe, en Inde et en Amérique du Nord.

Du pétrole pour 200 milliards de dollars passe annuellement par le détroit d'Ormuz dont une part de 70 milliards de dollars passe aussi par le détroit de Malacca. En outre, l'Inde dispose exclusivement d'une zone économique d'une extension de plus de 772 000 milles carrés avec des ressources sous-marines qui peuvent être exploitées avec succès. La situation militaire dans cet océan si important est d'un intérêt primaire pour New Delhi.

La présence de la marine des Etats-Unis dans l'océan Indien est considérable vu l'importance économique de la région.

La base sur Diego Garcia et la 5e flotte dans le golfe Persique, mais aussi Guam dans l'océan Pacifique en font partie. La Chine modernise sa flotte militaire et investit dans les ports de l'océan Indien pour assurer l'accès à l'énergie et pour endiguer l'Inde. Elle forme une unité de combat avec des porte-avions, des bases de sous-marins et modernise la capacité et la portée de sa puissance maritime.

Source: The Indian National Interest, http://cynical-nerd.nationalinterest.in/?p=40, 14/5/06
(Traduction Horizons et débats)

L'océan Indien s'étend de l'accès au Canal de Suez au bout de la mer Rouge, aux régions riches en pétrole, au Cap de Bonne-Espérance et jusqu'au détroit de Malacca qui est la voie navigable la plus importante entre l'Occident et l'Extrême-Orient.

Le Sri Lanka et son port naturel de Trincomalee se situent dans un lieu stratégique de la région et ont actuellement – comme le remarque *Somasundaram* – une importance globale. Il ajoute que le port de Trincomalee se trouve à un point stratégique à proximité de la Baie de Bengale et qu'il s'agit de l'un des plus «précieux patrimoines» du Sri Lanka.

L'accès au port est large de quatre milles et il s'étend sur une longueur de cinq kilomètres de l'est à l'ouest. Le port intérieur (qui se trouve dans le nord) s'étend sur une surface de 12 milles carrés et est enclavé par d'immenses nez rocheux et de petits îles. «Une qualité remarquable est l'énorme profondeur du port intérieur», dit-il.

[...]

C'est l'endroit idéal pour les sous-marins nucléaires!

«Trincomalee a une importance énorme dans l'ère des armes nucléaires et des systèmes de missiles nucléaires stationnés sur des sous-marins», souligne l'auteur. «Vu la profondeur du port, les sous-marins nucléaires sont capables de plonger assez profondément pour éviter de manière efficace les radars et les sondeurs acoustiques», dit-il.

Source: PK Balachandran. Sri Lankas Strategic Importance. Colombo Diary, 30/5/2005
(Traduction Horizons et débats)

L'Australie et le gouvernement du Premier ministre John Howard sont membres de l'alliance anglo-américaine et prennent totalement parti pour elle dans son projet militaire mondial. Dès le début, le gouvernement australien a marché au même pas que l'alliance anglo-américaine sous le drapeau de la «guerre mondiale contre la terreur». Les troupes australiennes opèrent dans les Balkans, en Irak occupé et dans l'Afghanistan où se trouvent des garnisons de l'OTAN.

Les troupes de Singapour s'entraînent en Australie. De plus, des unités spéciales australiennes déploient leurs activités en Asie du Sud-Est et la marine australienne opère du golfe persique à la mer d'Oman et à l'océan pacifique. Depuis septembre 2003, l'Australie participe à l'occupation de l'Irak et au projet international de bouclier américain anti-missiles; elle est partenaire des Etats-Unis dans la recherche militaire.[7]

De surcroît, l'Australie sera amenée à jouer un rôle dans le lancement d'un défi militaire envers la Chine. Finalement, elle a conclu un pacte avec le Japon plus vigoureux que quelque traité que ce soit, excepté les pactes conclus avec les Etats-Unis. Simultanément, l'Australie s'est établie encore davantage dans le camp anglo-américain en érigeant une nouvelle base militaire américaine à Geraldton. Geraldton se trouve en Australie occidentale, au-dessous de l'Indonésie et de la Malaisie et face à l'Afrique orientale et au Proche-Orient. La nouvelle base de Geraldton se trouve sur la rive australienne de l'océan indien. Elle a été érigée après trois ans de négociations secrètes entre les gouvernements des Etats-Unis et de l'Australie. Il est rapporté que cette base militaire constituerait un lien important d'un nouveau réseau de satellites militaires internationaux utilisé par les Etats-Unis et leurs alliés pour mener la guerre au Proche-Orient et en Asie.[8]

Militarisation de l'océan Indien

«A mon avis, le traité a pour objectif de régler à nouveau la sécurité en Asie orientale, en raison notamment de la montée irrésistible de la Chine», a déclaré le chef du programme de sécurité pour l'Asie du *Royal United Services Institute,* à Londres.[9] L'océan Indien est en train d'être militarisé. Les tentatives chinoises d'obtenir un flux continu et sûr de produits énergétiques d'Afrique et du Proche-Orient en sont la raison.

Diabolisation de la Corée du Nord, de la Chine et de la Russie

La Corée du Nord, la Chine et la Russie sont diabolisées pour justifier la collaboration militaire accrue entre l'Australie, le Japon et quelques autres nations de la zone Asie-Pacifique d'une part, les Etats-Unis et l'OTAN d'autre part. *Isabel Reynolds,* correspondante international au Japon, indique dans un article rédigé pour Reuters que la détérioration du climat en matière de sécurité et d'affaires militaires japonaises et australiennes vise la Chine et la Russie.

«Qu'il y ait menace patente ou non, le Japon et les ‹pays riverains alliés› [expression désignant des pays tels que les Philippines, Taiwan et Singapour] doivent s'occuper de ce problème dans la région», ajouta-t-il [l'expert militaire *Alex Neil*].

Encerclement de la Russie et de la Chine par l'OTAN et les Etats-Unis

Ces dernières années, les tests nucléaires et les essais de missiles nord-coréens ont été un sujet de préoccupation et la mise à feu d'un de ses propres satellites qu'a effectuée la Chine en janvier [2007] au moyen d'un engin balistique a causé du souci dans de nombreuses capitales.

«L'époque à laquelle le Japon ou l'Australie pouvait s'en remettre uniquement à ses alliés des Etats-Unis est passée», souligne l'expert militaire *Tetsuya Ozeki,* constatant qu'aussi bien la Chine que la Russie sont en train d'accroître, dans la même mesure, leur influence dans la région.»[10]

John Howard, le Premier ministre australien, conteste que la dépendance mutuelle de l'Australie et du Japon détériore les relations avec la Chine.[11]

L'OTAN et les Etats-Unis prennent des mesures agressives pour encercler la Russie et la Chine. Le traité conclu entre l'Australie et le Japon vise – simultanément à la révision de la constitution japonaise – à établir un flanc Est contre la Russie et la Chine ainsi qu'une alliance parallèle à l'OTAN. •

(Traduction *Horizons et débats*)

---

1 Ellen Bork & Gary Schmitt, A Nato for Asia: Helping South Korea despite itself, The Weekly Standard, 11 décembre 2006. *www.newamericancentury.org/asia-20061211.htm*

2 Australia in Japan security deal, British Broadcasting Corporation (BBC), 13 mars 2007. *http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/6444207.stm*

3 Judy Dempsey, Japanese signal new era in ties with Nato: Abe tells alliance it seeks security role, International Herald Tribune, 12 janvier 2007. *www.iht.com/articles/2007/01/12/news/nato.php*

4 Japan's Cabinet approves joint missile project with US, Xinhua News Agency, 24 décembre 2005. *http://english.people.com.cn/200512/24/eng20051224_230550.html*

5 John C. Rood, International Missile Defence: Challenges for Europe (Remarks to the 8th Royal United Services Institute (RUSI) Missile Defense Conference, Londres, 27 février 2007). *www.state.gov/t/isn/rls/rm/81242.htm*

6 Japan moves to loosen army's role, British Broadcasting Corporation (BBC), 13 avril 2007. *http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/6553231.stm*

7 Rood, Remarks to the 8th RUSI, op. cit. *www.state.gov/t/isn/rls/rm/81242.htm*

8 Brendan Nicholson, US gets military base in Western Australia, The Age, 15 février 2007.

9 Isabel Reynolds, Defence pact in focus as Australian PM visits Japan, Reuters, 10 mars 2007.

10 Ibid.

11 Howard backs Japan security deal, British Broadcasting Corporation (BBC), 10 mars 2007. *http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/6437169.stm*

Guerres médiatiques: Le rôle des agences de communication dans les guerres actuelles

par Jean Toschi Marazzani Visconti. Extrait de l'ouvrage «Il Corridoio»

A la chute du Mur de Berlin, les pays occidentaux, en particulier les Etats-Unis, ont perdu leur «grand ennemi», le bloc de l'Est, sur lequel ils concentraient toutes les peurs de leurs opinions publiques. Il était nécessaire de créer de nouveaux ennemis pour justifier les guerres futures et dissimuler les raisons – pas du tout idéalistes – des nouveaux conflits fondés essentiellement sur des intérêts économiques et géopolitiques: bases militaires, leadership territorial et commercial, pétrole, oléoducs.

L'extraordinaire développement des télécommunications au cours des dernières années a créé un système d'information suffisamment rapide pour présenter en direct sur les petits écrans n'importe quel événement à des milliers de kilomètres de l'endroit où ils ont lieu. Le contrôle et l'usage de l'image revêtent donc une importance considérable.

Manipulation médiatique

Notre mode de vie moderne, centré sur le travail et la compétition, a rendu la plus grande partie de la population occidentale dépendante de la télévision. Dès leur retour du travail, les gens allument leur poste et laissent défiler les images sans réfléchir. Ce mode de vie a forgé un bassin de consommateurs particulièrement réceptif à la communication.

Dans son essai *Illusions nécessaires*, le linguiste américain *Noam Chomsky* explique que dans les régimes démocratiques, il est indispensable de faire croire à l'opinion que toutes les actions sont justes et justifiées. Par conséquent, pour créer l'illusion, il est extrêmement important d'avoir recours à une communication et à des images astucieuses.

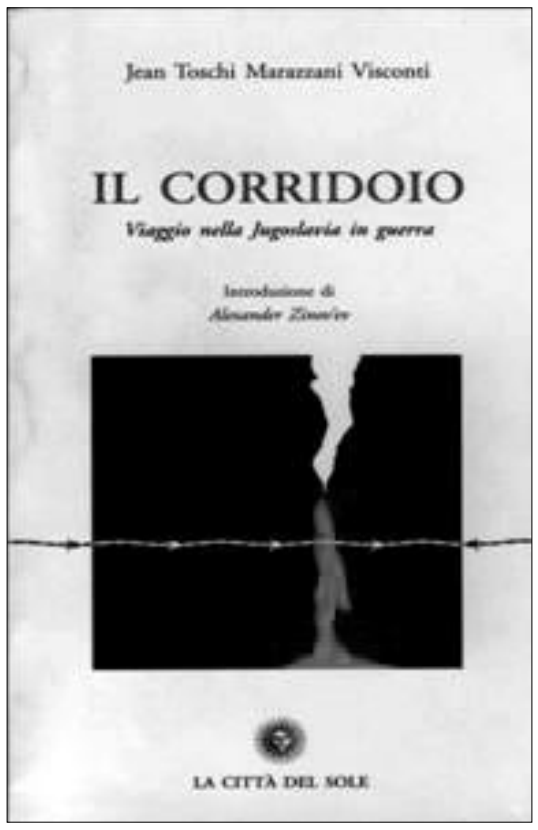
Il s'agit là sans aucun doute d'une lecture très importante de nombreux événements médiatiques produits depuis 1989 après la chute du Mur de Berlin et l'effondrement de l'Union soviétique qui ont laissé aux Etats-Unis le leadership mondial.

Insister sur toutes les cruautés commises par l'armée adverse

Le remodelage géopolitique du monde selon des principes américains a entraîné une intensification du système extrêmement subtil permettant de créer dans l'opinion internationale les images simplifiées de ce qui devrait être perçu comme la réalité, cela afin d'appuyer des décisions politiques qui pourraient paraître impopulaires ou contraires à la morale et au droit international si elles étaient présentées de manière réaliste. La mentalité anglo-saxonne de ceux qui ont toujours détenu le pouvoir politique aux USA impose que toute action soit conforme à la morale. Si ce n'est pas le cas, il faut le faire croire.

Ce n'est pas un hasard si c'est un diplomate britannique, *Lord Arthur Ponsoby* (1871–1946), qui a formulé les principes de la propagande de guerre en 4 points:

- *Le camp adverse est le seul responsable de la guerre*
- *Le chef du camp adverse a le visage du diable (ou l'«affreux» de service)*
- *C'est une cause noble que nous défendons et non des intérêts particuliers*
- L'ennemi provoque sciemment des atrocités, et si nous commettons des bavures c'est involontairement.[1]



Il Corridoio. Viaggio nella Jugoslavia in guerra. La Città del Sole 2005. (ISBN 8882922774)

Derrière l'intervention humanitaire, se profilent les intérêts de quelque multinationale

L'attitude des médias, en 1966, à propos de la victoire finale des talibans en Afghanistan, protégés par les USA, en est un exemple classique. L'effroyable exécution du chef de l'opposition – Najibullah fut battu à mort et son frère pendu, et les deux corps furent exposés pendant des jours aux regards des foules – a été relatée en termes aseptisés. On ne s'est pas indigné de la manière barbare dont les talibans appliquaient leur loi coranique et de l'état d'esclavage révoltant auquel les femmes étaient réduites. Mais les choses peuvent changer brusquement. Depuis que les Américains se battent en Afghanistan, les talibans sont décrits comme des fanatiques et des oppresseurs féroces.

L'arrivée des marines à Mogadishu sous les feux des caméras et avec la bénédiction de l'opération *Restore Hope* – vouée à l'échec – par le président *Bush* sur le départ est un autre exemple du rôle des mises en scène médiatiques et de l'importance de la communication visuelle dans l'exaltation d'actions injustifiées. La faim des populations de la corne de l'Afrique était semblable à celle qui frappe le Soudan, mais là, il n'y a pas eu de gros plans de CNN sur des visages d'enfants exprimant la souffrance. Par conséquent, leur famine n'existait pas. Cette région ne présentait pas d'intérêt géopolitique si bien qu'aucune intervention humanitaire n'était nécessaire. Pratiquement, la famine et les épidémies n'existent que si elles sont montrées à la télévision et la télévision ne les montre que si, derrière l'intervention humanitaire, se profilent les intérêts de quelque multinationale. Dans le cas de la Somalie, il y avait quatre compagnies pétrolières qui avaient acquis les droits de forage dans une vaste région.[2]

Le drame réel falsifié par le drame inventé

Ainsi, une nouvelle manière de faire la guerre était née, cynique, amorale, parfaite dans l'art d'impliquer et de persuader des millions de gens: la guerre médiatique. Les seigneurs de cette guerre sont les spécialistes en communication et en images qui entretiennent d'étroites relations avec le pouvoir. Ils produisent une communication plus sophistiquée que celle de la propagande de guerre classique car ils ont recours à la psychologie subtile utilisée à grands frais par les agences de publicité pour lancer des produits sur le marché.

Ils travaillent dans des bureaux aseptisés situés à des milliers de kilomètres des champs de bataille. Leurs armes sont un ordinateur, un fax, un carnet d'adresses à jour, d'excellentes relations avec les principales chaînes de télévision, les groupes de presse, les politiciens et les lobbys gouvernementaux. Ceux qui appliquent cette nouvelle méthode sont les «agences», leurs principaux clients sont les Etats, les gouvernements, les partis politiques. Leur technique consiste à forger une image de leurs clients et à la protéger au moyen de diverses stratégies, notamment l'exploitation de toute information contre l'adversaire, même non vérifiée, mais dont l'impact médiatique est assuré et destinée à être diffusée aux agences de presse. Lorsque la sensation, provoquée par des tonnes de papier imprimé et d'énormes quantités de tournages télévisés, commence à faiblir, ils proposent autre chose pour provoquer la pitié ou l'indignation de l'opinion.

Les conséquences sont catastrophiques. Le drame réel est falsifié par le drame inventé, sans que l'on se préoccupe des populations civiles impliquées dans ce jeu sophistiqué. Ainsi, on a assisté à une évaluation différente des actes de cruauté commis par les trois parties en Bosnie, tels qu'ils ont été montrés dans les combats entre musulmans et Croates à Mostar et entre musulmans et musulmans à Bihac. L'affaire du Kosovo a été encore plus complexe, mais payante. Elle était fondée sur des adversaires déjà condamnés par le choix politique des puissances occidentales et par d'anciennes images négatives.

La télévision et la presse répondent avec enthousiasme aux sollicitations de ces faiseurs d'images, sacrifiant souvent leur éthique professionnelle aux scoops et aux importants budgets publicitaires des investisseurs qui désirent s'assurer la complicité des médias.

Pendant le bombardement de l'ex-Yougoslavie, le général Pierre-Marie Gallois m'a montré toutes les publicités des grandes sociétés américaines dans les principaux journaux et magazines français. La présence soudaine de marques américaines dans les médias était inhabituelle – le même phénomène s'est produit dans les pays occidentaux impliqués davantage – et pouvait être liée à la nécessité d'obtenir des patrons de presse qu'ils imposent à leurs journalistes une autocensure, une attitude «politiquement correcte».

Aucun soldat irakien au Koweït sans l'accord officieux préalable des USA

Lors de la guerre du Golfe, le Koweït s'était adressé à une agence de communication de Washington, *Ruder & Finn Global Affairs*, qui forgea de son client une image de victime et insista sur la cruauté de Saddam Hussein. Le chef de l'Irak n'aurait jamais osé envoyer un seul soldat au Koweït sans l'accord officieux préalable des USA. Accord utile qui fournit la justification nécessaire au déclenchement de la guerre du Golfe.

Les Nations Unies, emportées par la vague d'indignation suscitée par les informations des médias, avaient imposé de lourdes sanctions et une guerre technologique aux effets dévastateurs. Un demi-million de personnes sont mortes et les enfants – presque un million aujourd'hui – continuent de mourir à cause de la pénurie de médicaments et de nourriture et également des conséquences de l'utilisation de munitions à l'uranium appauvri et d'autres substances biologiques et chimiques.

La propagande ignore la morale

La même agence fut également sollicitée au début du conflit des Balkans par la Croatie, le parti musulman de Bosnie et l'opposition kosovare. *James Harff,* – il était alors directeur de *Ruder & Finn Global Affairs* et dirige maintenant une agence semblable qui lui appartient – a accordé une interview à un journaliste français, *Jacques Merlino,* que ce dernier rapporte dans son livre intitulé «*Les vérités yougoslaves ne sont pas toutes bonnes à dire*». Parlant de ses clients d'ex-Yougoslavie, de sa stratégie et du succès obtenu, il disait entre autre ceci:

«Entre le 2 et le 5 août 1992, lorsque le ‹New York Newsday› a sorti l'affaire des camps. Nous avons alors saisi l'affaire au bond et immédiatement, nous avons circonvenu trois grandes organisations juives: la *B'nai B'rith Anti-Defamation League, l'American Jewish Committee et l'American Jewish Congress.* […] L'entrée en jeu des organisations juives au côté des Bosniaques fut un extraordinaire coup de poker. Aussitôt, nous avons pu, dans l'opinion publique, faire coïncider Serbes et nazis. […] Notre travail n'est pas de vérifier l'information. […]

Notre travail, je vous l'ai dit, est d'accélérer la circulation d'informations qui nous sont favorables, de viser des cibles judicieusement choisies. […]

Dès qu'une information est bonne pour nous, nous nous devons de l'ancrer tout de suite dans l'opinion publique. Car nous savons parfaitement que cêst la première affirmation qui compte. Les démentis n'ont aucune efficacité. […]

Nous sommes des professionnels. […] Nous ne sommes pas payés pour faire de la morale. Et quand bien même le débat serait placé sur ce terrain, nous aurions la conscience tranquille. Car si vous voulez prouver que les Serbes sont de pauvres victimes, allez-y, vous serez bien seul.»[3]

Le mensonge à propos de massacres dans les camps de prisonniers serbes

Le *New York Times* du 22 août 1992 écrivait. «Les Etats-Unis ont redoublé d'efforts mais n'ont pas trouvé de preuves de massacres systématiques de Croates et de musulmans dans les camps de prisonniers serbes.»

Cet article a été publié peu après qu'une équipe de la chaîne de télévision britannique ITN eut filmé un groupe de musulmans derrière des barbelés à Tiernopolje. C'est ce film qui a suscité un flot de nouvelles concernant de nouveaux camps d'extermination.

L'image du musulman squelettique a fait le tour du monde. Elle continue de symboliser institutionnellement les néonazis de la fin du XXe siècle et leurs camps de concentration. En réalité, il s'agissait d'un camp de réfugiés dans lequel les gens étaient libres de se déplacer. L'équipe de télévision avait placé sa caméra à l'intérieur d'une clôture qui protégeait des outils agricoles, ce qui donnait l'impression que les hommes étaient des prisonniers.[4] En tout cas, ce faux scoop avait atteint son but.

Il ne vint à l'idée de personne que l'équipe de télévision n'avait jamais eu de problèmes avec les Serbes pour visiter le camp alors qu'aucun reporter n'a jamais pu voir ou photographier des camps de détention croates ou musulmans, tels que Lora, près de Spalato, Tarcin, d'autres dans les environs de Sarajevo ou Capljina où les Croates détenaient des musulmans.

La collaboration étroite entre les agences de communication et le gouvernement a donné naissance à une technique, souvent fatale, visant à obtenir un avantage au début d'une conférence internationale ou un soutien lors d'une offensive militaire qui risquait d'être condamnée par le Conseil de sécurité et de subir une perte d'image dans l'opinion publique s'il s'avérait que la justification ne tenait pas debout.

Les procédés sont répétitifs. On lance une campagne de diffamation, bombardant les médias d'épouvantables révélations sur le comportement de l'adversaire afin de créer un préjugé négatif qui va s'enraciner profondément dans la conscience collective. Les informations sont souvent fabriquées ou interprétées de manière à favoriser le client. Une fois qu'elles sont lancées, on ignore toute rectification ou démenti. Le subtil travail de persuasion provoque dans l'opinion une haine profonde pour l'objet de la communication. Les gens voient dans l'«ennemi» qu'on leur offre la cause de toutes leurs frustrations et ils approuvent l'intervention militaire, les bombardements, sans réfléchir à la cause objective du problème. Et ils ne tiennent pas compte de la population impliquée: des hommes, des femmes, des enfants, des familles qui leur ressemblent.

Le mythe des fosses communes de Srebrenica

Le siège de la ville de Gorazde en Bosnie en est un exemple. Gorazde a été présentée comme une ville ouverte, sans défense, mais les musulmans l'avaient transformée en une forteresse avec des usines d'armes et des usines chimiques. Les prétendues attaques traîtres des Serbes n'étaient qu'une réponse aux obus provocateurs des musulmans. Les tirs musulmans ont eu lieu sous les yeux absents de l'UNPROFOR.

Parfois, des épisodes anciens sont mis en réserve dans l'attente d'une occasion appropriée. C'est le cas des célèbres fosses communes de Srebrenica supposées contenir des milliers de cadavres. Or les experts ne les ont jamais trouvées. Mais cette idée de fosses

Suite page 6

Une fausse politique ne s'améliore pas seulement par la «communication»

Les «Adolf verts» de l'UE ne feront pas la paix

par Karl Müller, Allemagne

Beaucoup d'hommes politiques allemands et avant tout les médias allemands font actuellement comme si la Russie venait de chercher tout d'un coup et sans raison un affrontement agressif avec l'Occident. Dans le moindre des cas on leur concède que «l'âme slave», «les perceptions» russes, les «sentiments» de la Russie ont été mal interprétés. Des conflits politiques sont transposés au niveau de relations publiques, de la RP, comme si tout cela n'était qu'un problème de communication.

C'est en particulier la chancelière allemande et actuelle présidente du Conseil de l'Union européenne, *Angela Merkel*, qui veut s'activer en «grande communicatrice». Est-ce plus que de la propagande de relations publiques adressée au public des pays membres de l'UE et de son propre pays, quand la chancelière laisse entendre avant le sommet de l'UE qu'elle voulait «s'engager pour une amélioration des relations» et retourner à «une politique de confiance mutuelle»?

Ce qu'il y a de plus vrai, c'est qu'un affrontement avec la Russie serait particulièrement sérieux pour l'Allemagne. Non seulement à cause des livraisons d'énergie russes mais aussi parce qu'en Russie des entreprises et de grandes banques allemandes ont investi des milliards, ceci en partie contre les intérêts des Etats-Unis. De grandes quantités de capital russe affluent en Allemagne. L'Allemagne a aspiré à conclure un marché avec la Russie, ceci pas en dernier lieu pour renforcer sa propre position de force en Europe et dans le monde. C'était le concept du chancelier *Schröder* et, au moins au début, Angela Merkel ne l'a pas expressément contredit. De grandes parties du Parti social-démocrate le soutiennent jusqu'à aujourd'hui.

Soumission «volontaire» de la Russie sous les prétentions d'hégémonie mondiale de la politique des Etats-Unis

Ce qui n'est pas moins vrai, c'est qu'Angela Merkel veut rattacher l'Allemagne et l'ensemble de l'UE encore plus étroitement aux Etats-Unis dont la politique ne connaît pourtant que le noir ou le blanc: la soumission «volontaire» de la Russie sous les prétentions d'hégémonie mondiale de la politique des Etats-Unis ou un affrontement avec la Russie. Ce n'est donc pas étonnant que les relations russo-allemandes se soient de facto refroidies depuis l'entrée en fonctions d'Angela Merkel. Dans une interview diffusée le 18 mai par le *Deutschlandfunk*, *Karsten Voigt,* coordinateur du gouvernement fédéral pour les relations américano-allemandes en a indiqué les causes. A la question de savoir si le gouvernement des USA demandait «aux Européens une attitude plus ferme envers Moscou», Voigt a répondu: «C'est ce que fait Washington à l'heure actuelle.» Il y en a beaucoup, en particulier dans le Parti démocrate-chrétien (CDU) qui semblent vouloir suivre – motivés inconsciemment par de vieux réflexes anti-russes.

Qu'en est-il des droits humains à Guantanamo?

Si Merkel laisse entendre, juste avant le sommet UE-Russie qu'elle a l'intention d'exprimer auprès du président russe ses «inquiétudes» concernant le respect des droits humains et la

Suite page 7

Statut du Kosovo

Un test de vérité aura bientôt lieu

par Jürgen Elsässer, Berlin

Kosovo, 11 mai 2007. Les Etats-Unis veulent imposer le détachement de la province du Kosovo encore avant le sommet G 8. L'Allemagne souhaite une vitesse plus modérée.

Il y a de nombreux différends entre les Etats-Unis et les Etats européens. Ils résultent notamment des plans américains pour un bouclier antimissile en Pologne et en République tchèque, ainsi que de l'atttitude envers l'Iran. S'agit-il vraiment de différends ou seulement d'un désir de profilage qui dépend de la conjoncture? C'est difficile à évaluer. Mais maintenant un test de vérité s'annonce, grâce auquel on arrivera mieux à mesurer la relation transatlantique: il s'agit de la décision concernant le détachement du Kosovo de la Serbie.

Agim Ceku, l'actuel premier ministre de la province et auparavant le chef de l'armée albanaise clandestine UÇK, a donné au «New York Times», fin avril, les caractéristiques du plan de sécession prévu: «Je compte sur la déclaration de l'indépendance par le Kosovo fin mai.» Il poursuit: «Les Etats-Unis se sont fortement engagés à réaliser ce souhait […] *Tony Blair* aussi.» A la question de savoir pourquoi cette affaire presse tellement, l'homme politique et ancien terroriste, répond: «Parce que le sommet du G 8 commence début juin, et que la chancelière *Merkel* n'invitera pas les Etats du G 8 à y participer sans résoudre au préalable le problème du statut du Kosovo.»

Par cette annonce Ceku escamotait de manière décontractée que les chances d'une réalisation conforme au droit international de ses souhaits n'étaient jamais moindres que maintenant. En effet, le plan du Finlandais *Martti Ahtisaari* d'«une indépendance surveillée» par l'UE pour le Kosovo n'est pas seulement rejeté par la Serbie et la Russie, mais également par des Etats européens comme Chypre, la Grèce, la Slovaquie et l'Espagne (*Freitag 14* du 6 avril). Parmi les cinq membres permanents et les dix membres non permanents du conseil de sécurité qui ont le plan Ahtisaari depuis six semaines sur leur agenda, seulement les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, la Belgique et l'Italie l'ont approuvé. La position du Pérou, de Panama et du Qatar n'est pas claire. Le Congo, le Ghana, l'Indonésie et la Chine ne cachent pas leur scepticisme. Après une visite récente au Kosovo des membres du Conseil de sécurité, l'Afrique du Sud s'est également jointe au groupe des sceptiques. La Slovaquie et la Russie ont déjà annoncé définitivement leur non. Nota bene: Même si les indécis acceptaient le plan, le niet du Moscou suffirait pour faire échouer le plan Ahtisaari.

Malgré ces faits, *Ceku* ne s'est pas ridiculisé par son annonce, car, comme tout le monde le sait bien, une prise de position positive quant à la fondation d'un Etat et quant aux futures guerres par le conseil de sécurité de l'ONU n'est nécessaire que si l'on souhaite respecter le droit international. Or au lieu de miser sur la force du droit, on peut aussi miser sur le droit du plus fort – pour peu que le plus fort de notre planète l'accepte. Et ce dernier a fait déclarer par *Richard Holbrooke*, son émissaire des Balkans dans les années 90, presque en parallèle avec l'annonce de Ceku: «Si la Russie décide un véto, le Kosovo déclarera son indépendance et les Etats-Unis la reconnaîtront encore le jour même.»

Dan Fried, secrétaire d'Etat adjoint au State Department, menaçait ouvertement le 30 avril: «J'espère que les Russes comprendront que le Kosovo finira de toute façon par devenir indépendant. Soit cela se réalisera de manière contrôlée, surveillée, en garantissant le bien-être des Serbes, soit cela se passera de manière incontrôlée, avec pour conséquence que les Serbes au Kosovo souffriront plus que tous les autres, et cela serait horrible.»

Il est évident que l'Allemagne recule devant cette escalade. Bien que le gouvernement allemand soutienne le plan Ahtisaari, le ministre adjoint aux Affaires étrangères *Gernot Erler* (SPD) a lancé un avertissement à propos d'une déclaration d'indépendance début mai, «alors que la résolution de l'ONU 1244 est encore en vigueur». De même, le ministre de la défense *Franz Josef Jung* (CDU) a condamné «des pas unilatéraux», peu de temps après, lors d'une visite des troupes au Kosovo. La politique étrangère de l'Allemagne est prise dans un piège: le représentant de l'administration de l'ONU UNMIK ainsi que le chef de l'armée de la KFOR (la force de maintien de la paix dirigée par l'OTAN au Kosovo) sont allemands et Berlin dispose ainsi de la plus grande puissance sur le terrain. Pourtant, les 3000 soldats qui s'y trouvent actuellement y sont stationnés sur la base de la résolution de l'ONU 1244 de 1999 déjà mentionnée et cette résolution garantit l'appartenance de la province à la Serbie. Déjà en décembre 2006 la conséquence a été décrite par le député du FDP *Rainer Stinner*: «Une déclaration d'indépendance unilatérale par des institutions du Kosovo signifierait une rupture nette avec la résolution de l'ONU 1244. La KFOR devrait en principe agir contre cela, par exemple en arrêtant les leaders politiques au Kosovo. Mais en même temps cette résolution serait combattue par les Etats qui reconnaissent le Kosovo.»

Est-il imaginable que des soldats allemands arrêtent Ceku avec ses complices ministrables – les conseillers américains inclus? Et que la chancelière rencontre *George Bush* e tutti quanti pour bavarder à Heiligendamm? Plutôt violer ensemble le droit international – comme c'était déjà le cas en 1999! •

«Guerres médiatiques: Le rôle …»
suite de la page 5

communes a souvent été utilisée avant d'importantes rencontres internationales.

En Bosnie, la technique du bombardement d'images a été appliquée avec succès depuis le prologue de la guerre. En 1992, au début du conflit, un peu avant la conférence de Londres du mois d'août, les Serbes étaient vainqueurs sur toute la ligne. Il fallait éviter toute tentative de regagner la sympathie de la communauté internationale.

Grâce à des tonnes de photos et d'articles, l'opinion internationale assista aux tirs de mortiers visant une queue d'acheteurs de pain dans la rue Vase Miskina à Sarajevo, ce qui détermina le Conseil de sécurité à infliger de sévères sanctions aux Serbes.

En ce qui concerne les obus tirés sur le marché Markale à Sarajevo en février 1994 et en août 1995, ils ont provoqué des tempêtes médiatiques. L'attaque de 1994 s'est produite avant la rencontre internationale de Genève et la seconde a servi de justification au gouvernement *Clinton* pour bombarder toute la République serbe de Bosnie, même très loin de Sarajevo. Nous avons appris plus tard que c'étaient les musulmans qui avaient organisé ces trois scénarios tragiques.[5]

Pour couvrir les évidentes violations du droit qui auraient lieu pendant les bombardements de la Yougoslavie, le but réel étant de contrôler le Kosovo pour y installer une base militaire et de mieux surveiller la région à travers laquelle doivent passer les oléoducs des républiques caucasiennes, l'OTAN et les USA ont également adopté des scénarios de films.

Les observateurs de l'OSCE ont imposé à la milice yougoslave de rendre compte de toutes ses opérations de police contre l'UÇK. Aussi le scénario macabre de Racak tomba-t-il à point. La découverte des cadavres d'Albanais fut le déclencheur de l'opération du Kosovo. Les autopsies confirmèrent que les amputations avaient été faites après la mort, et les pathologistes finnois, biélorusses et yougoslaves jugèrent que les blessures mortelles avaient été causées par des balles tirées du loin. Les vérifieurs de l'OSCE ne publièrent pas leurs rapports et laissèrent exploser le cas médiatique, sans qu'il y ait d'investigation de la part des médias.

Echec de la conférence de Rambouillet

La rencontre de Rambouillet a échoué à cause de la clause spéciale ajoutée à l'accord et qui impliquait pratiquement l'occupation de la Serbie. L'OTAN a alors déclaré sa «guerre humanitaire». La population a fui le Kosovo pour se réfugier en Serbie, en Albanie, en Macédoine et au Monténégro. Mais les médias ont surtout montré les réfugiés d'Albanie et de Macédoine. Triomphe de l'absurde: la conséquence des bombardements fut présentée par les médias comme la cause et la justification de l'intervention de l'OTAN.

Lorsque les bombardements et leurs «dommages collatéraux» commencèrent à avoir un impact psychologique dangereux sur l'opinion, il fut décidé, pour contrebalancer cet effet, de déclarer le chef d'Etat yougoslave Milosevic criminel de guerre. Ainsi les médias présentèrent un nouvel ennemi public. C'était un moyen de confirmer la légalité des bombardements et de dissiper l'impression qu'en résistant, le gouvernement serbe gagnait moralement la partie.

Rien ne prouve la responsabilité d'Al Qaïda dans les attentats du 11-Septembre

Récemment, nous avons assisté en direct de New York à la tragédie des Tours jumelles, effroyable acte de terrorisme. Les Etats-Unis ont déclaré que les responsables étaient Ben Laden, Al Qaïda et les talibans et ils ont attaqué l'Afghanistan. Mais pourquoi n'ont-ils pas publié les preuves de leur culpabilité? Depuis 1978, George Bush – à l'époque directeur de la CIA et plus tard président des Etats-Unis qui a commencé la première guerre contre l'Irak – avait des liens avec divers membres de la famille Ben Laden dans différentes compagnies aériennes et pétrolières: *Arbust Energy*, *Harken*, *Houston Gulf Airport*.[6] Souvenons-nous que Ben Laden s'est rendu dès 1992 en Bosnie où il a organisé plus de trois camps «afghans». Il a reçu la citoyenneté bosniaque en récompense de la guerre qu'il menait. Il était au Kosovo en 1998 et la CIA le savait. Est-ce que tout cela ne cache pas quelque chose? Autres bases et manoeuvres militaires, pétrole, pipelines, hégémonie de l'Asie centrale? Une chose est certaine: on nous a donné un autre ennemi public, le troisième en un peu plus de 10 ans. •

(Traduction *Horizons et débats*)

---

1 Anne Morelli in: Michel Collon, *Monopoly. L'OTAN à la conquête du monde,* EPO, 2000 (cf. aussi: http://fr.wikipedia.org/wiki/Anne_Morelli

2 Michel Collon, *Monopoly. L'OTAN à la conquête du monde,* EPO, 2000

3 Jacques Merlino, *Les vérités yougoslaves ne sont pas toutes bonnes à dire*, Albin Michel, 1993, p. 126–129

4 Thomas Deichman, *Der Standard* et *Die Weltwoche* (10/2/1997), *Novo* (15/1/1997), *De Groene Amsterdammer* (22/1/1997), *Living Marxism* (25/1/97)

5 Yossef Bodansky, *Offensive in the Balkans. The Potential for a Wider War as a Result of Foreign Intervention in Bosnia-Herzegovina*, International Media Corp., 1995

6 Peter Allen, *Bin Laden Links to Bush*, Daily Mail (24/9/2001)

L'Ouest n'a pas tenu ses promesses

Pas de bases militaires sur le territoire des anciens pays du Pacte de Varsovie

Dans le contexte du sommet UE-Russie, Deutschlandfunk a interviewé le vice-président de la Commission allemande des Affaires étrangères Hans-Ulrich Klose (SPD). Voici des extraits de l'entretien.

Klose: […] Les pays d'Europe de l'Est ont une représentation de l'histoire différente de celle de Moscou, ce qui, en particulier dans le cas de l'Estonie, a conduit à une situation conflictuelle. Je pense qu'il serait indiqué de faire une pause, de limiter nos attentes et d'aborder si possible les problèmes pas à pas.

Deutschlandfunk: Mais tant que Moscou interdira l'exportation de la viande polonaise et qu'il exercera des pressions sur un membre de l'UE comme l'Estonie uniquement parce qu'il a éloigné un monument soviétique du centre de Tallin, cela a-t-il un sens de parler de partenariat, surtout de partenariat stratégique avec la Russie?

A vrai dire, j'ai de la peine à porter un jugement sur cette question d'exportation de viande. J'ai essayé d'y voir clair. Les Russes prétendent que les conditions d'hygiène en Pologne sont insuffisantes mais je ne peux pas me prononcer là-dessus. Il y a manifestement eu des difficultés mais je ne sais pas si elles persistent. Il se peut naturellement que les Russes aient profité de l'occasion pour enquiquiner les Polonais.

En ce qui concerne l'Estonie, je peux être plus catégorique. Je pense que le gouvernement estonien avait absolument le droit de prendre cette décision. D'un autre côté, nous savons nous autres Allemands combien il faut être prudent sur ce genre de questions. Nous procédons tout autrement, mais nous sommes dans une autre situation. Je ne sais pas si, un jour, on pourra comparer la vision historique des Russes et celle des Estoniens, si on pourra, par exemple, mettre sur pied une commission d'historiens. Les Russes mettent entre parenthèses la première partie de l'occupation et ne considèrent que la seconde, la guerre contre l'Allemagne nazie. Et les Estoniens ne considèrent que la première partie du traitement qu'ils ont subi dans l'après-guerre. C'est une question extrêmement difficile qu'on ne peut pas résoudre par la violence.

Vous parlez de l'extrême présomption de Moscou. Pensez-vous que Moscou soit prêt à revenir à une politique constructive? Ne s'agit-il pas tout simplement de parvenir à une suprématie qui doit être imposée par des méthodes musclées?

Il y a probablement de cela mais je crois que l'aspect psychologique aussi bien du côté des dirigeants que de la population est important. Je crois qu'à l'Ouest, nous ne devrions pas nous faire d'illusions. La grande majorité des Russes approuvent entièrement la nouvelle politique menée par les dirigeants parce qu'ils partagent manifestement l'image de la Russie que Poutine cherche à donner. Les Russes considèrent leur pays comme un grand pays et veulent qu'il soit traité en conséquence. Pendant un certain temps, on ne l'a pas traité comme il se devait et ils réagissent maintenant de manière excessive contre l'Ouest. Là aussi, il faudrait faire une pause pour revenir à des critères raisonnables.

L'Union européenne exige que Moscou garantisse à l'avenir la sécurité des livraisons d'énergie, également en concluant un accord à ce sujet. Pouvez-vous exclure que nous allons faire des concessions en matière de respect des droits de l'homme, ou que cela est fait depuis longtemps?

Je crois qu'il ne peut pas y avoir de concessions sur les droits de l'homme parce que l'UE est une communauté de valeurs et qu'elle ne peut pas céder sur ces valeurs. Cependant elle devrait, en lui demandant de signer la Charte de l'énergie, tenir compte de ce que d'autres pays exportateurs d'énergie ne l'ont pas signée. A ma connaissance, la Norvège, par exemple, ne l'a pas fait. On devrait essayer, en se fondant sur des expériences passées où la confiance a régné, essayer de discuter avec les Russes et d'avancer des arguments relatifs aux intérêts réciproques. Nous avons intérêt à ce que la livraison de leurs matières premières soient assurées mais les Russes ont également intérêt à pouvoir les écouler. Ce n'est psychologiquement pas très intelligent de la part de l'Occident de dire constamment qu'il faudrait abandonner la dépendance unilatérale et construire des oléoducs qui contournent la Russie. Mettez-vous à la place des Russes; cela ne peut pas manquer d'éveiller en eux des soupçons défavorables.

Le bouclier antimissile américain provoque des conflits également à l'extérieur de l'UE. Ne serait-il pas indiqué que l'UE montre à Moscou qu'elle ne tolérera pas une immixtion dans ses affaires intérieures.

Oui, mais ça ne mène à rien parce que la Russie a l'impression que l'OTAN et les Américains se rapprochent de plus en plus de ses frontières. Il ne sert pas à grand-chose de faire remarquer que le bouclier antimissile ne modifie vraiment en rien l'équilibre stratégique, car c'est faux. Si des éléments en sont installés en Pologne ou en République tchèque, et peut-être bientôt, à ce qu'on entend dire maintenant, en Géorgie, Moscou réagira par des réflexes bien connus. A cela s'ajoute le fait qu'à la fin de la guerre froide, on a dit que l'OTAN n'allait pas s'étendre aux anciens Etats du Pacte de Varsovie, donc en tout cas ne pas établir de bases dans ces pays, et maintenant, il y a des bases américaines en Roumanie et en Bulgarie qui ne sont pas des bases de l'OTAN, certes, mais les Russes ne font pas la différence. •

Source: *Deutschlandfunk* du 15/5/2007

Selon le social-démocrate allemand Hans-Ulrich Klose, les tensions actuelles entre l'UE et la Russie ont des causes essentiellement psychologiques. La Russie veut être traitée conformément à l'image qu'elle se fait de son pays, celle d'un grand Etat. Pendant un certain temps, l'Occident ne l'a pas fait et les Russes ont réagi de manière brutale.

Source: Deutschlandfunk du 15/5/2007

Le Traité deux-plus-quatre

Le *Traité deux-plus-quatre (Traité portant règlement définitif concernant l'Allemagne)* dont les parties étaient la RFA, la RDA, la France, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Union soviétique, stipule que, conformément au droit international, aucune troupe étrangère, donc pas non plus des troupes de l'OTAN, ne peuvent être stationnées sur le territoire de l'ex-Allemagne de l'Est. Seules des troupes allemandes y sont autorisées. On se référera à la question posée par le groupe parlementaire PDS et à la réponse du gouvernement fédéral à propos des opérations de vol à l'aéroport de Leipzig qui sont contraires au Traité et par conséquent au droit international.

Article 5-3 du Traité:

«Après l'achèvement du retrait des forces armées soviétiques du territoire de l'actuelle République démocratique allemande et de Berlin, des unités des forces armées affectées aux structures d'alliance de la même manière que les unités stationnées sur le reste du territoire allemand pourront également stationner dans cette partie de l'Allemagne, bien que sans vecteurs d'armes nucléaires. Ceci ne s'applique pas aux systèmes d'armes classiques qui peuvent avoir d'autres capacités en sus de leurs capacités classiques mais qui, dans cette partie de l'Allemagne, sont équipés à des fins classiques et affectés seulement à celles-ci. Des forces armées et des armes nucléaires ou des vecteurs d'armes nucléaires étrangers ne seront pas stationnés dans cette partie de l'Allemagne et n'y seront pas déployés.»

«Une fausse politique …»
suite de la page 6

démocratie en Russie, il ne s'agit visiblement pas des droits humains ni de la démocratie. Si elle s'intéressait honnêtement aux droits de l'homme et à la démocratie, elle commencerait d'abord chez elle et chez le grand frère qui piétine les droits de l'homme et le droit international et qui a installé à Guantanamo un camp de concentration qui ressemble tellement à ceux des national-socialistes à couper le souffle (voir le nouveau livre du ancien prisonnier *Murat Kurnaz*: Fünf Jahre meines Lebens, 2007, ISBN 3-8713-4589-X)

Merkel, porte-voix de la propagande US-américaine

Merkel est le porte-voix du programme de propagande des USA que les néo-conservateurs de l'UE viennent d'enrichir d'une nouvelle variante: la soi-disant «protection du climat». Pour la «guerre écologique» et l'intégration solide des Verts européens? On se rappelle le concept de «l'Adolf vert» de *Rudolf Bahro*!

Le nouveau trublion de la politique mondiale, *Nicolas Sarkozy*, a fait comme Angela Merkel, il vient de déclarer dans son premier discours en tant que président de la République Française que les points forts de sa politique étrangère seraient les droits humains et la protection du climat.

Ce qu'il y a de plus vrai, c'est que la Russie ne se «sent» pas seulement menacée par les Etats-Unis et par l'OTAN, mais qu'elle *est* effectivement menacée. L'expert de politique étrangère du Parti social-démocrate (SPD) *Hans-Heinrich Klose*, l'a avoué ouvertement dans une interview diffusée le 15 mai par le *Deutschlandfunk*: Après la fin de la guerre froide, on s'est accordé avec la Russie «que l'OTAN ne s'avancerait pas dans les pays de l'ancien pacte de Varsovie, qu'elle n'y installerait en tout cas pas de bases militaires et maintenant il y a des bases, des bases américaines, en Roumanie, en Bulgarie, certes, ce ne sont pas de bases de l'OTAN, mais les Russes ne font pas cette distinction.»

En 1997, l'OTAN a décidé l'admission des Etats de l'ancien pacte de Varsovie

Il y a dix ans, en juillet 1997, l'OTAN a décidé à Madrid d'élargir l'OTAN aussi vers les Etats de l'ancien pacte de Varsovie. Tandis que le gouvernement américain se montrait plutôt réservé au début, le ministre allemand de la défense *Volker Rühe* de la CDU avait pris l'initiative déjà en 1993, tout comme le gouvernement allemand était précurseur lors de la destruction de la Yougoslavie quelques années auparavant.

Ottfried Nassauer du *Berliner Informationszentrum für Transatlantische Sicherheit BITS (*Centre d'information pour la sécurité transatlantique) avait écrit à l'époque un long article intitulé «Die Ost-Erweiterung der Nato. Ein Fahrplan in die Krise» («L'élargissement de l'OTAN vers l'Est. Un projet qui aboutira dans la crise?»). Cet article, paru il y a 10 ans, a montré très clairement ce que ce plan de l'OTAN signifie pour la Russie: «L'élite politique de la Russie, y inclus les représentants qui était orientés vers l'Occident, est sceptique sinon franchement opposée à l'élargissement de l'OTAN. […] Un élargissement de l'OTAN représente une menace pour la Russie et prouve que l'Alliance ne veut pas la coopération mais l'affrontement. La Russie doit y réagir avec tous les moyens qui sont à sa disposition.» Le conseiller de sécurité temporaire du président russe *Eltsine* et à cette époque-là encore candidat prometteur aux élections présidentielles, *Alexander Ivanovitch Lebed,* aurait même «prononcé le mot 'guerre'». Lebed a été congédié du gouvernement et s'est écrasé avec un hélicoptère en 1998, avant les élections dans des conditions non élucidées.

«La Russie», c'est ainsi que poursuit l'article de 1997, «attend l'accomplissement de la promesse d'un partenariat stratégique, faite par l'ancien président américain *George Bush,* c'est-à-dire un traitement en partenaire égale. […] C'est pourquoi les hommes politiques et les experts de sécurité russes critiquent le fait que la politique concrète de l'Occident représente exactement le contraire de cette promesse de partenariat stratégique, il s'agit par contre de l'exploitation de la faiblesse politique, économique et militaire actuelle de la Russie à l'avantage unilatéral de l'Occident».

L'OTAN s'est montré arrogante et pleine d'assurance: «La Russie devra finalement accepter l'élargissement de l'OTAN. La Russie sait elle-même qu'elle ne possède ni les moyens politiques ni économiques et encore moins les moyens militaires pour empêcher l'élargissement de l'OTAN.»

Depuis 1999, les Etats-Unis et l'OTAN ont repris la course aux armements

Tout cela a été écrit il y a 10 ans. Depuis lors, bien des choses s'y sont ajoutées. En 1999, l'OTAN a mené une guerre contraire au droit international contre la Yougoslavie pour la soumettre définitivement sous leur contrôle et pour éliminer un allié européen de la Russie. Depuis 2001, les USA et d'autres pays membres de l'OTAN mènent non seulement une guerre contre l'Afghanistan qu'ils tiennent sous occupation mais ils se sont également emparés de bases militaires dans les Etats environnants de l'Asie centrale. Depuis 2003, ils mènent la guerre contre l'Irak et occupent également ce pays. Actuellement, c'est l'Iran qui est menacé. Et notamment en Asie du sud-est et à l'Extrême Orient, les Etats qui sont étroitement liés aux Etats-Unis devront être réarmés et intégrés dans les plans de l'alliance US-UE-OTAN.

Les raisons de guerres résident dans les périodes de paix

Actuellement, 10 ans après 1997, la Russie est en train de sortir de sa baisse économique et politique. Le pays a encore beaucoup de problèmes à résoudre. Depuis au moins un an, le président russe *Vladimir Poutine* fait comprendre très clairement, commençant par son discours sur la situation de la nation au printemps 2006, que la politique de force et d'intérêts démesurée des USA et de leurs alliés menacent la Russie et que la Russie s'en rend compte. Maintenant, lors de son discours du 9 mai en souvenir de la victoire de la Seconde guerre mondiale, il a de nouveau déclaré de manière claire: «Nous avons le devoir de nous rappeler que les causes pour chaque guerre résident dans les fautes et les faux calculs commis en période de paix et que ces causes ont leurs racines dans une idéologie d'affrontement et d'extrémisme. Il est particulièrement important de nous rappeler aujourd'hui que ces menaces n'ont pas diminué mais que seules leurs apparences ont changé. Ces nouvelles menaces témoignent – comme au troisième Reich – du même mépris pour la vie humaine et des mêmes intentions d'ériger une dictature mondiale excluant tous les autres. Je suis persuadé que c'est uniquement la responsabilité commune et le partenariat aux droits égaux qui peuvent répondre à ces défis et nous rendre capables de réunir nos forces pour résister à toute tentative de déclencher de nouveaux conflits et de miner la sécurité mondiale.»

Réagissant aux protestations du gouvernement des Etats-Unis, le président russe a ajouté qu'il avait parlé de terrorisme.

De terrorisme d'Etat?

Si la politique de l'Occident, celle de l'alliance US-UE-OTAN, de Bush, Sarkozy et Merkel n'a pas d'autre but que de vouloir mieux «communiquer» leur politique, il ne restera rien d'autre qu'une campagne de relations publiques qui fait même partie de la stratégie d'affrontement; car elle ne sert à rien d'autre qu'à calmer les esprits au sein du pays et à présenter la Russie comme particulièrement «méchante» et «irraisonnable».

Les fausses décisions politiques doivent être corrigées, corrigées de manière honnête. Sinon, il n'y aura pas de consensus, il n'y aura pas de paix. •

Ces Tchèques qui disent «non» à Oncle Sam

par Hassane Zerrouky

C'est une zone militaire d'environ 200 km², dans l'ouest de la Bohême à 80 kilomètres de la frontière allemande, bordée tout autour par 150 petites villes, villages et hameaux où vivent une centaine de milliers de personnes. C'est ce petit bout de territoire perdu de Bohême, distant de 30 km de Plzen, là où l'on produit la fameuse bière, qui va héberger le radar antimissile américain. Pour l'heure, il sert de terrain de manoeuvre à l'armée tchèque.

Le site où doit être installé le bouclier antimissile est une ancienne base de l'armée soviétique. Il est masqué par une forêt située à quelques centaines de mètres de la minuscule commune de Trokavec (80 habitants). Le 17 mars, ce hameau a osé défier la puissante Amérique de *Bush* en organisant un référendum où 71 sur 72 participants se sont prononcés contre l'installation du bouclier antimissiles. Avec son initiative, le maire, Jan Neroal, a défrayé la chronique tchèque et donné l'idée aux communes voisines d'organiser à leur tour des référendums.

Les habitants ont peur

Jince, 2200 habitants, à trois kilomètres de Trok, dirigé par le maire communiste Josef Hàla, quarante-cinq ans, est resté depuis l'époque du régime socialiste une bourgade abritant des casernes de l'armée tchèque. Un effectif de 1100 soldats est cantonné au village. Comme beaucoup de localités de la région, la bourgade a subi les méfaits du libéralisme des années quatre-vingt-dix. Les deux uniques entreprises ont été fermées quand le gouvernement les a restituées à leurs anciens propriétaires. La promesse de les transformer en centres commerciaux n'a pas été tenue. Ici, le chômage touche 8% de la population active. «Ce n'est pas énorme, dit le maire, car grâce aux emplois générés par l'autoroute menant vers l'Allemagne, beaucoup de gens ont retrouvé du travail.»

Sur les hauteurs du village, une surprise: le maire nous montre deux anciennes casernes, avec terrains de sports et parking refaits à neuf. «C'est là que doivent loger les 200 militaires américains en charge du bouclier antimissiles. La commune n'a pas son mot à dire, le terrain appartient à l'armée.» Dans la campagne contre l'installation du radar, Josef Hàla est l'un des plus actifs. Il a organisé une manifestation qui a rassemblé plusieurs centaines de personnes. «Je n'ai rien contre les Etats-Unis, mais que leur armée aille s'installer ailleurs. La population n'en veut pas. Elle a peur», dit-il. Il a ouvert les colonnes du magazine communal aux habitants pour qu'ils s'y expriment. Dans le numéro du mois d'avril, en plus de son éditorial consacré au radar, l'un de ces habitants explique l'impact sur la santé que peut avoir un radar fonctionnant avec une puissance de 500 Mkw. «Enorme, dit le maire, car les radiations qu'il va dégager auront des effets nuisibles sur la santé, entre autres sur les femmes enceintes.» Il cite les courriers envoyés par les habitants d'une bourgade située près de Prostejov, en Moravie, faisant état de nombreuses naissances d'enfants mal formés, du fait des ondes d'un radar de l'armée soviétique, «vingt fois moins puissant que le bouclier antimissile américain», précise-t-il. Ses administrés sont informés de la situation. Et quand cela ne suffit pas, le maire est interpellé dans la rue. «Le mois dernier, lors du bal de la commune, j'ai été contraint, gentiment, d'informer les participants sur les négociations entre notre pays et les Etats-Unis. Car le gouvernement leur cache la vérité et leur ment.» Les quinze maires communistes, indépendants et sociaux-démocrates des villes et villages environnants ont adressé une déclaration exigeant du gouvernement l'organisation d'un référendum.

Sur ce sujet, les rassemblements se multiplient dans la région. Des référendums sont organisés comme à Rozmitali (8000 habitants). Des brochures explicatives sont distribuées à la population. Expliquant que l'existence d'une base militaire américaine constitue une menace non seulement pour la sécurité du pays, mais aussi pour l'environnement, notamment l'eau, une des meilleures d'Europe. Marienbad et sa fameuse eau minéralisée ne sont qu'à 60 kilomètres. De ce fait, les maires ont interpellé l'Unesco afin qu'elle déclare la zone site protégé, indique Josef Hàla. Et, dans une autre lettre commune, les maires de la région ont rejeté les propositions d'aides financières du gouvernement en échange de leur accord pour installer le radar, aides qu'ils ont qualifiées de «pots-de-vin».

Un seul pays visé: la Russie

De son côté, Jaromir Kohlicek, député communiste tchèque au Parlement européen, explique que «le gouvernement a attendu d'être investi pour annoncer l'installation du bouclier antimissile, sans consulter le Parlement. En fait, je crois que la coalition gouvernementale formée par le Parti démocratique civique, l'Union chrétienne-démocrate et les Verts avaient négocié en secret sur cette question avec Washington». «Contrairement aux affirmations de la Maison-Blanche, ajoute-t-il, cette base n'est pas dirigée contre l'Iran. Comment peut-on faire croire, en cas de guerre, que les missiles tirés par les Iraniens emprunteront un itinéraire devant passer par l'Europe centrale? Et qui peut croire que l'Iran a la capacité technologique et militaire pour toucher les Etats-Unis? En réalité, tout le monde l'a compris en République tchèque, ce bouclier antimissile ne vise qu'un seul pays: la Russie. D'ailleurs, Moscou a fait savoir qu'il pointera ses missiles de moyenne portée sur les futures installations américaines en Pologne et en République tchèque. Notre peuple ne veut pas de tensions à ses frontières ni du retour à la guerre froide. C'est aussi simple que ça.»

Raison pour laquelle, précise-t-il, le Parti communiste, les sociaux-démocrates, des représentants de l'Eglise et des protestants veulent faire échec à ce projet. La pétition lancée par la Jeunesse communiste a déjà recueilli plusieurs dizaines de milliers de signatures à Prague. •

Source: Hassane Zerrouky, *www.mondialisation.ca*

Communiqué de presse du 15/2/07

Lettre ouverte à l'ambassadeur de la République tchèque en France

Votre Excellence, M. Pavel Fischer

Au nom du Parti humaniste de France, nous tenons à vous faire connaître notre préoccupation et notre désaccord avec l'intention des Etats-Unis d'établir de nouvelles bases militaires tactiques, faisant partie de leur système de missiles de défense nationale (NMD), dans deux pays européens, la République tchèque et la Pologne.

Les pourparlers ont duré longtemps, mais les récentes déclarations américaines nous montrent qu'ils veulent poursuivre l'établissement de cette base, même sans la volonté des Européens.

En effet, selon les résultats du premier sondage en République tchèque, 83% des Tchèques ne sont pas d'accord avec l'établissement de cette base sur leur territoire. Des chiffres similaires ont été relevés en Pologne. Malgré cela, l'administration américaine actuelle continue ses efforts pour poursuivre ce dangereux projet.

Ce projet est dangereux pour différentes raisons:

1. Les Etats-Unis n'ont jamais spécifié clairement la raison selon laquelle de telles bases devraient exister. Leur argument est de se protéger eux-seuls de la menace nucléaire iranienne et nord-coréenne. Cet élément ne tient pas debout car ni l'Iran ni la Corée du Nord ne possèdent d'arme nucléaire capable d'atteindre les Etats-Unis ou l'Europe.
2. Les puissances militaires mondiales, telle que la Russie et la Chine, ont déjà exprimé leur préoccupation au sujet de ce plan. Récemment le Lieutenant-Général *Vladimir Popovkin,* Commandant des Forces de défense de l'espace russe a fait savoir que l'établissement de telles bases en Europe imposerait une «menace claire» contre laquelle des «mesures adéquates» devraient être prises.
3. L'établissement de telles bases US en Europe ne ferait qu'alimenter et amplifier les tensions dans les relations internationales, resurgir la Guerre Froide en Europe et développerait une nouvelle course à l'armement nucléaire.
4. Le projet des Etats-Unis n'aidera que ceux-ci à mieux subordonner l'Europe à leur dangereuse politique militaire internationale qui n'a rien à voir avec les intérêts des gens vivant en Europe!

Nous condamnons donc fermement l'attitude belliqueuse des Etats-Unis et nous demandons au gouvernement tchèque et à tous les gouvernements européens d'arrêter immédiatement tout soutien à ce projet dangereux.

Nous demandons que le processus de désarmement nucléaire, inclus dans les 13 étapes du Traité de non-prolifération (NPT), soit initié au plus vite.

L'Europe se doit de dénoncer l'irresponsabilité du projet états-unien qui n'apportera que danger et insécurité en Europe.

Cordialement,
Parti humaniste de France

Pour la paix il ne faut pas de nouveaux missiles

Non au système de défense des Etats-Unis en Europe

La résolution de Prague – adoptée par les participants de la Conférence internationale contre la militarisation de l'Europe le 7 mai 2007

Confrontés aux nouveaux plans militaires des Etats-Unis visant aux négociations officielles avec les gouvernements tchèque et polonais à partir du 10 mai, les signataires de ce document déclarent:

Nous élevons notre voix pour protester contre les plans de l'administration Bush d'installer un «bouclier antimissiles national» sur les territoires de la République tchèque et de la Pologne. La plupart des gens dans la République tchèque et en Pologne, ainsi que dans les autres pays européens, refusent les plans d'installer un tel système. Nous rejetons la déclaration officielle concernant ce projet d'un bouclier antimissiles car elle ne sert que de prétexte.

La réalisation de ce plan n'augmentera pas la sécurité. Tout au contraire, elle provoquera de nouveaux dangers et insécurités.

Bien qu'il soit décrit comme «défensif», ce système donnera aux Etats-Unis la capacité d'attaquer d'autres pays sans risques de représailles. De plus, il mettra les pays «hôte» dans la première ligne des futures guerres américaines.

Les gouvernements de Pologne et de la République tchèque risquent de façon futile le déchaînement d'une nouvelle course aux armements. Ils compromettent ainsi le cadre présent des contrats internationaux concernant le traité de non-prolifération des armes nucléaires et de contrôle d'armement conventionnel dans le monde entier, mais avant tout en Europe.

Ce dont nous avons besoin en fait c'est le désarmement comme condition de la paix et de la sécurité réelle pour les hommes.

Afin d'arriver à prévenir la crise écologique, on a besoin de coopération internationale et de confiance et non pas de confrontation.

Les initiatives de paix, les actions démocratiques et indépendantes, les mouvements féministes et écologiques, les syndicats et les activistes de foi doivent se réunir et résister contre l'essai de dissocier les pays européens. Notre résistance fait partie d'un mouvement mondial contre les bases étrangères et d'autres infrastructures qui peuvent servir à des guerres d'agression. C'est une contribution pour construire la paix en Europe et dans le monde. Nous voulons aider les communautés locales à agir ensemble, à protéger leurs droits et les droits du citoyen.

L'Union européenne et les Etats de l'OTAN ne doivent pas participer à cette nouvelle aventure militaire de l'administration Bush. La paix reste notre tâche prééminente.

Nous demandons aux responsables de l'Union européenne, au président *Klaus* en particulier et au président *Kaczynski* d'écouter la volonté des citoyens de l'Union européenne. Nous exigeons qu'ils agissent de façon démocratique et qu'ils respectent les référendums obligatoires concernant l'installation du bouclier antimissiles de ses éléments dans leurs pays.

Nous refusons fermement l'idée d'introduire les plans des Etats-Unis clandestinement par la porte de derrière à travers les décisions de l'OTAN et de l'UE. Représentant plusieurs nations et toutes les couches sociales, nous exigeons: Entreprenons tout afin d'empêcher que l'Europe ne redevienne la scène d'une nouvelle course aux armements et d'une nouvelle politique de confrontation.

Nous invitons tout le monde à participer aux manifestations et à parler avec leurs représentants élus, les membres de leurs gouvernements et leurs chefs d'Etat ou bien à leur écrire. Dites-leur que vous ne voulez pas une nouvelle politique de confrontation et qu'on s'en souviendra pendant les prochaines élections.

(Traduction Horizons et débats)

Una política equivocada no se arregla sólo con «comunicación»

Los «Adolfs verdes» de UE-Europa no van a lograr la paz

por Karl Müller, Alemania

Muchos políticos alemanes y sobre todo los medios alemanes, actualmente, hacen como si Rusia, en realidad sin motivo, como algo llovido del cielo, hubiera iniciado una dura confrontación con Occidente. Por lo menos se reconoce que no se apreció debidamente el «alma rusa», el «modo de percepción ruso», los «sentimientos» rusos. Los conflictos políticos se trasladan al dominio público, de las PR, como si se tratara sólo de un problema de comunicación.

Sobre todo la canciller alemana y actual presidenta del Consejo de la UE *Angela Merkel* quiere accionar como la «gran comunicante.» Si la canciller, antes de la reunión cumbre UE-Rusia, dejó traslucir su deseo de «interceder por un mejoramiento de las relaciones» y por «una vuelta a una política de confianza mutua», ¿fue acaso algo más que una propaganda PR para la opinión pública en UE-Europa y en el propio país?

Es un hecho: para Alemania, una confrontación con Rusia es de mucho peso. No sólo por el suministro de energía. Empresas y grandes bancos alemanes han invertido en Rusia miles de millones, en parte en contra de intereses de EEUU. Capitales rusos fluyen en gran escala hacia Alemania. Alemania procuraba realizar un «pacto» con Rusia, entre otros motivos, también para fortalecer su posición de poder en Europa y en el resto del mundo. Ese era el concepto del canciller *Schröder*, y Angela Merkel, por lo menos al principio, no expresó claramente el tener algo en contra. Gran parte de los socialdemócratas (SPD) lo apoyan aún hoy .

Un sometimiento «voluntario» de Rusia a la política de dominación mundial de EEUU

Es un hecho también: Angela Merkel quiere ligar más estrechamente a Alemania, y a toda la UE, con EEUU. Pero la política americana conoce sólo la lluvia o el goteo: o bien un sometimiento «voluntario» de Rusia a la política de dominación mundial de EEUU, o una confrontación con Rusia. Por eso no es de asombrarse que las relaciones ruso-alemanas se han enfriado de facto desde que Merkel está en el poder. En un reportaje en *Deutschlandfunk* del 18 de mayo, *Karsten Voigt*, coordinador del gobierno alemán para las relaciones alemanas-americanas, hizo alusión a las raíces de la cuestión. A la pregunta si el gobierno de EEUU exige de los europeos «un proceder más duro con respecto a Rusia», dijo Voigt: «Eso es lo que hace Washington actualmente.» Muchos parecen querer seguir esa línea, sobre todo entre los demócratas cristianos (CDU) con viejas tendencias antirusas.

Dónde están los derechos humanos en Guantánamo?

Cuando Merkel dejó traslucir que quería hablar con el presidente ruso sobre su »preocupación» por el respeto a los derechos humanos y la democracia en Rusia, antes de la reunión cumbre UE-Rusia, evidentemente no se trataba de democracia y derechos humanos. Si Merkel estuviera realmente interesada en democracia y derechos humanos, empezaría por su propia casa y por la del hermano mayor, que pisotea los derechos humanos y el derecho internacional y en Guantánamo ha levantado un campo de concentración tan similar a los de los nacionalsocialistas que a uno le corta la respiración (léase al repecto en el libro recientemente editado del ex prisionero *Murat Kurnaz:* Cinco años de mi vida, 2007, ISBN 3-8713-4589-X).

Merkel como vocera del progama propagandístico de EEUU

Merkel es vocera del programa propagandístico de EEUU, al que los neoconservadores europeos en la UE han enriquecido con una nueva variante: la llamada »protección climática». ¿Para una «guerra ecológica» y una fuerte ligazón de los verdes europeos? ¡Quién no piensa en el concepto de Rudolf Bahro de un «Adolf verde»!

El nuevo instigador en la política internacional, *Nicolas Sarkozy*, imitando a Angela Merkel, dijo en sus primeras declaraciones como Presidente de la República Francesa que los puntos claves de su política exterior serían los derechos humanos y la protección climática. Sobre todo es un hecho: Rusia no sólo se «siente» amenazada por EEUU y la OTAN, sino que *está* realmente amenazada. El experto para asuntos exteriores de la SPD, *Hans Ulrich Klose*, manifestó claramente en un reportaje en *Deutschlandfunk* del 15 de mayo: al terminar la guerra fría, se acordó con Rusia, «que la OTAN no iba a penetrar en estados que habían pertenecido al ex-Pacto de Varsovia, de todas maneras, que no iba a instalar ninguna base. Pero ahora hay bases, bases americanas en Rumania y Bulgaria, no son bases de la OTAN, pero para los rusos no hay diferencia.

En 1997 la OTAN decidió incorporar estados integrantes del ex Pacto de Varsovia

En Madrid, en julio de 1997, hace ya diez años, la OTAN decidió su expansión hacia los estados del antiguo Pacto de Varsovia. El impulso fue dado por el Ministro alemán de Defensa, *Volker Rühe* de la CDU, en contra de una actitud todavía reservada del gobierno de EEUU. El gobierno alemán, algunos años antes, también había sido precursor de la destrucción de Yugoslavia.

Ottfried Nassauer del *Centro de Información en Berlín para la Seguridad Transatlántica* (BITS) redactó, hace 10 años, un amplio artículo con un título muy acertado:»La ampliación de la OTAN hacia el Este, un recorrido hacia la crisis?» el cual ponía en claro lo que significaba para Rusia el plan de la OTAN: «La élite política de Rusia, también sus miembros pro-occidente, ven con escepticismo, o con abierta hostilidad, la expansión de la OTAN. […] Una expansión de la OTAN significa una amenaza para Rusia, y demuestra que la Alianza no quiere cooperación sino confrontación. Rusia tiene que reaccionar con todos los medios a su disposición.» El entonces consejero de seguridad del presidente ruso *Yeltsin*, y candidato prometedor en las próximas elecciones presidenciales, *Alexander Ivanovich Lebed*, incluso «pronunció la palabra guerra.» Lebed fue despedido del gobierno y, en 1998, antes de las elecciones, se estrelló bajo dudosas circunstancias con un helicóptero.

En el artículo de 1997 se dice a continuación: «Rusia espera el cumplimiento de la promesa, hecha por el ex-presidente americano *George Bush*, de una mutua colaboración estratégica, es decir, ser considerada como un aliado con iguales derechos. […] Los políticos y expertos en seguridad rusos, critican la política puesta en práctica por occidente, por ser todo lo contrario a la promesa de una colaboración estratégica: de utilizar la debilidad económica y militar de Rusia sólo para el provecho de occidente.»

La OTAN reaccionó con arrogante seguridad: «Rusia tendrá que aceptar finalmente la expansión de la OTAN. Rusia sabe bien que no cuenta ni con los medios políticos ni con los económicos, ni hablar de los militares, para evitar una expansión de la OTAN.»

Desde 1999 grandioso rearme de EEUU y la OTAN

Todo ésto fue escrito hace 10 años. Desde entonces se han sumado otros hechos. En 1999 la OTAN empezó una guerra en Yugoslavia, contraria al derecho internacional, para poner al país bajo un control duradero y eliminar a la vez un aliado de Rusia en Europa. Desde 2001 hace la guerra no sólo a Afganistán y mantiene al país en ocupación, sino que EEUU y otros países de la OTAN se han apoderado de bases militares en países linderos en Asia Central. Desde 2003 dura la guerra contra el Iraq y se mantiene la ocupación del país. Ahora se amenaza al Irán y además: los estados del sureste asiático y del lejano Oriente, que mantengan buenas relaciones con EEUU deberán ser suplidos de armamentos y ser incluidos dentro de los planes de EEUU y UE .

Los motivos para las guerras se encuentran en los tiempos de paz

Hoy, 10 años después de 1997, Rusia está saliendo de un abismo económico y político. El país tiene muchos problemas a resolver. Y desde hace más de un año el presidente ruso *Vladimir Putin* señala claramente, empezando con el discurso sobre la situación del país a comienzos del 2006, que la política de intereses y poder ilimitados de EEUU y sus aliados es una amenaza para Rusia, y Rusia es consciente de ello. En su discurso del 9 de mayo, con motivo de la conmemoración de la victoria en la Segunda Guerra Mundial, se expresó nuevamente con toda claridad: «Tenemos la obligación de recordar, que los motivos para cualquier guerra se encuentran sobre todo en errores y falsos cálculos hechos en tiempos de paz, y que esos motivos tienen sus raíces en una ideología de la confrontación y el extremismo. Es de suma importancia, que lo recordemos hoy, porque esas amenazas no han disminuído sino que se presentan bajo otras facetas. Estas nuevas amenazas muestran – como en el Tercer Reich – el mismo desprecio por la vida humana y las mismas intenciones de erigir una dictadura sobre el mundo, que excluye a todos los demás. Estoy convencido, que sólo una responsabilidad común y una alianza basada en la igualdad puede enfrentar este desafío y nos va a permitir unir nuestras fuerzas para ofrecer resistencia a cualquier intento de desencadenar conflictos armados y socavar la seguridad en el mundo.»

A raiz de una protesta del gobierno de EEUU, el presidente añadió que había hablado de terrorismo.

De terrorismo de estado?

Si la política de occidente, de EEUU-UE-OTAN, Bush, Sarkozy y Merkel, no tiene otras metas que continuar con su política de mejor «comunicación», entonces se va a quedar en una campaña de PR, que incluso es parte de la estrategia de confrontación ya que: tiende a apaciguar los ánimos en la propia casa y poner a Rusia como específicamente «mala» por no querer además «entrar en razón.»

Las decisiones políticas equivocadas deben corregirse con probidad. De lo contrario no puede haber entendimiento, y no puede haber paz. •

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

❑ Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €

❑ Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €

❑ Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €

❑ Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.

Nom / Prénom:

Rue / Nº:

NPA / Localité:

Téléphone:

Date / Signature:

A retourner à: *Horizons et débats,* case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich

La política de EEUU en el Lejano Oriente: cercar a Rusia y a China

hd. Mahdi Darius Nazemroaya de Ottawa, columnista de la Website canadiense *Globalresearch*, informa que los gobiernos de EEUU y Gran Bretaña están planeando, a través de colaboraciones militares y distintos acuerdos, una red militar, unida estrechamente a la OTAN, en el Lejano Oriente y en las costas del Pacífico. El propósito es de cercar militarmente a Rusia y a China.

Partícipes son Australia, Nueva Zelandia, Singapur, Corea del Sur y Japón. A través de la alianza con la OTAN, se persigue lograr una unidad global militar. Ésto fue ya exigido por conocidos neoconservadores americanos como *Ellen Bork* y *Gary Schmitt* del *Project for the New American Century* es decir *American Enterprise Institute.*

En los últimos años, Japón ha coordinado su política militar paso a paso con la de EEUU y la de OTAN. En Japón y Corea del Sur deberá ser estacionado parte del planeado sistema de misiles de EEUU para el mundo entero, así como las llamadas rápidas tropas militares americanas de asalto. Japón declaró querer trabajar conjuntamente con la OTAN en Afganistán. En Iraq ya hay estacionados contingentes de Japón, similares a tropas, a pesar que ésto es contrario al contenido de la constitución japonesa. El gobierno de Japón planea una reforma de la constitución, que rompería con la tradición pacífica de la posguerra y posibilitaría un rearme masivo, a pesar de que la mayoría de la población japonesa rechaza una militarización del país.

El gobierno de Australia marcha desde hace mucho tiempo al mismo paso con la política de guerra americana. En los Balcanes, en Afganistán y en Iraq hay tropas australianas estacionadas. El sistema de misiles de EEUU deberá ser instalado también en Australia. En Geraldton australiano, en la costa hacia el Océano Índico, hay una enorme base militar americana. Según Nazemroaya, esas bases militares «deberán ser puntos de conexión para una nueva red de satélites militares que serán utilizados por EEUU y sus aliados para las guerras en el Próximo Oriente y Asia».

Es evidente que todo el Océano Índico deberá ser militarizado. Con ésto se podrá impedir que los chinos se aseguren un suministro constante de energía desde Africa y el Próximo Oriente. Corea del Norte, China y Rusia se «endemoniaron, para justificar la profunda interdependencia militar entre Australia, Japón y otros estados asiáticos del Pacífico con los EEUU y la OTAN». La OTAN y EEUU practican una política agresiva para cercar a Rusia y a China. •

La coopération constructive pour sortir de la violence

*par Rudi et Renate Hänsel**

«Celui qui n'est pas amené dans l'enfance et au sein de sa famille à se rendre utile à la société et à coopérer deviendra un être asocial. Si l'école ne peut pas non plus l'aider, si même elle rend – volontairement ou involontairement – plus difficiles ses premiers pas dans la coopération, elle favorisera ainsi sa tendance à l'asociabilité. Elle est coresponsable si elle encourage l'enfant dans son aversion envers la coopération. Il ne lui restera alors que très peu de possibilités. Parmi celles-ci, l'asociabilité est la plus évidente et la plus tentante.»

Alfred Adler, in: «Soziale Praxis», Vienne 1921

Le criminologiste *Christian Pfeiffer*[1] affirme que «la jeunesse se calme» et justifie ses propos en se référant aux statistiques criminelles de la police: depuis 1977, la violence juvénile a reculé en Allemagne de manière générale. Les actes de violence les plus graves comme l'homicide avec préméditation ont nettement diminué, de même que les vols; seuls les coups et les blessures avec arme ou commis en réunion ont augmenté. Pour stabiliser cette tendance, ce qui est nécessaire n'est pas un renforcement des sanctions pénales à l'encontre des mineurs mais plutôt un renforcement de la prévention.

Le rapport «Jeunesse 2006» de la *Shell-Jugendstudie*[2] allemande constate dans la jeune génération d'aujourd'hui en Allemagne du pragmatisme, une volonté de performance et le désir d'avoir des relations familiales et amicales satisfaisantes.

Au point de vue statistique, un petit pourcentage d'individus seulement est responsable des actes de délinquance commis par les jeunes qui – et là tous les spécialistes sont d'accord – deviennent de plus en plus brutaux. Ce qui est dangereux, c'est quand ils deviennent des modèles pour d'autres adolescents qui les imitent parce qu'ils les admirent. C'est pourquoi le principe central en matière de prévention de la criminalité est d'y mettre le holà avec détermination à chaque niveau. Car les comportements violents s'apprennent par l'imitation d'un modèle qui a du succès.

La criminalité violente comprend notamment le meurtre, le viol, le vol avec violence, les dommages aux biens, le vandalisme et l'incendie volontaire. Selon les statistiques officielles, la plupart des actes de violence sont dus à des adolescents et à des jeunes hommes. Ils commettent trois fois plus de délits que les adolescentes et les jeunes filles. La violence masculine est avant tout un moyen d'exercer un contrôle sur d'autres personnes.[3]

Causes de la délinquance juvénile

Théories erronées

En Allemagne, on attribue souvent la criminalité et la violence uniquement à des causes sociales. La surestimation des facteurs sociaux conduit facilement à une tolérance de la violence et ainsi à une augmentation de celle-ci chez les jeunes.[4]

Si les parents, les enseignants, les psychologues et les juges des mineurs attribuent les causes de la violence juvénile exclusivement à des facteurs sociaux (chômage des jeunes, crise du logement, pauvreté, manque de perspectives, certains systèmes scolaires, etc.) et ne prennent pas en compte la personnalité des jeunes («style de vie impulsif»),[5] leur manque de compétences sociales (absence d'amour-propre, idée que la vie n'a pas de sens, fantasmes de violence, aspiration au pouvoir et à la supériorité), ils affaiblissent sa volonté d'assumer des responsabilités et d'avoir de l'empathie pour les victimes.[6] Ils ne combattent pas ainsi la violence à la racine. La famille, l'école et les autres institutions sociales comme la police, la justice et l'administration pénitentiaire n'interviennent souvent pas assez énergiquement et durablement et renforcent (récompensent) ainsi le comportement négatif appris. Si un délit n'est pas poursuivi, le jeune en conclura qu'il est payant de se comporter ainsi. C'est pourquoi je considère le principe d'opportunité comme une erreur.

Personnalité/style de vie

La psychologie criminelle internationale (Schneider, Pfeiffer, Füllgrabe et d'autres) est unanime pour dire que les jeunes délinquants ont appris leurs attitudes et leurs comportements violents dès leurs jeunes années à travers les interactions humaines. Alfred Adler,[7] tenant de la psychologie individuelle, avait déjà constaté le phénomène au début du siècle dernier et la psychologie moderne du développement a confirmé ses observations: les traits de personnalité essentiels du futur criminel commencent déjà à se former autour de sa quatrième et de sa cinquième année. Jusque-là, il a acquis une mauvaise opinion de lui-même et du monde, comme sa carrière criminelle le révèlera plus tard.

Les causes d'une mauvaise image de soi et du monde sont, dans la petite enfance, soit les refus et les expériences de violence fréquents, le manque de considération et l'abandon soit une indulgence démesurée qui rend dépendant. Cela amène plus tard l'adolescent à se sentir toujours en pays ennemi et rejeté par la société. Il ne croit pas pouvoir concilier son désir de se mettre en valeur en respectant les règles de la société. C'est pourquoi il cherche à atteindre la supériorité et le pouvoir, à satisfaire ses besoins égoïstes en tournant le dos à la société.

Des élèves allemands dans un projet d'embellissement d'école. «L'institution scolaire doit aider les enfants à se mettre en valeur de manière constructive.» (photo caro)

Les spécialistes de psychologie criminelle parlent de personnalité «narcissique» et de «style de vie impulsif»: Le sujet ne supporte pas de différer la satisfaction de ses besoins et est en permanence avide d'aventures excitantes (quête du «grand frisson»),[8] développement qui est encouragé dans notre société par l'accent exagéré mis sur l'«épanouissement personnel» et le peu d'intérêt pour les devoirs et l'effort. Il va de soi que des personnalités aussi égocentriques manquent de compétences sociales.

L'adolescent qui s'est déjà entraîné longtemps à penser et à agir de manière hostile envers la société, tombera, du fait de ses dispositions criminelles, rapidement dans la délinquance, particulièrement dans les situations où la violence promet le succès.

Influence dévastatrice des médias

La grande majorité des psychologues spécialistes de la criminalité estiment que la consommation excessive de «divertissements violents» à la télévision et dans les jeux vidéos est une cause essentielle de la délinquance infantile et juvénile et de la criminalité adulte. Les garçons surtout prennent plaisir à participer aux «jeux de tueurs», ils s'entraînent à tuer à l'aide de «simulateur de meurtres».[9] Si l'on pense que le comportement criminel s'apprend par imitation, les dommages causés à la société par l'industrie du film et des jeux vidéos sont énormes.[10]

Manque de pacifisme de notre société

La participation à des guerres illégales auxquelles les adultes ne s'opposent pas catégoriquement est interprétée par les jeunes délinquants comme une approbation de la violence. En n'offrant pas de modèles positifs et en acceptant que notre jeunesse admire des idoles violentes dans les films, la musique rock et les jeux vidéos, notre société encourage la délinquance juvénile.

Les adolescents perçoivent très bien la brutalité de la mondialisation qui plonge dans la pauvreté des centaines de milliers de salariés qui ont servi fidèlement leur entreprise pendant des décennies – et cela sans que les politiques s'y opposent vraiment. Qui s'étonnera qu'ils prennent pour modèles des comportements brutaux et ne comprennent pas pourquoi ils devraient respecter les lois et les règles du jeu?

Une coopération constructive au sein de la famille, à l'école et dans la société

Les efforts de prévention qui se fondent sur ces connaissances peuvent être appliqués à chaque phase du développement de l'adolescent et donner un tour positif à sa carrière.

La famille, «havre social»

Ce sont les parents qui contribuent le plus durablement à la prévention de la criminalité si, en tant que premiers modèles d'identification, ils répondent avec attention et sensibilité aux besoins d'assistance et d'attachement du nourrisson. Les activités spontanées du petit enfant doivent être acceptées avec joie et encouragées. Ainsi se développe dans l'interaction entre la personne la plus proche et l'enfant un donner et un prendre, premier travail de coopération. Un attachement solide est le point de départ de la curiosité et des comportements de découverte de l'enfant et si celui-ci est guidé sur la bonne voie, il se forgera une image positive de lui-même. Avec le temps, la mère ou le père dévient l'intérêt de l'enfant vers ses frères et sœurs, ses camarades de jeux, sa parenté et ses amis. Il est important que l'enfant participe utilement au fonctionnement de la communauté et qu'on ne se contente pas de le servir. Les parents réagissent à des actes dérangeants ou agressifs avec un «non» ferme, en fixant des limites et en exigeant des propos non-violents.

Les phases négatives du développement, comme nous pouvons les observer de manière croissante aujourd'hui chez les enfants de deux ans («Terrible Twos») dont les parents ont négligé de les convaincre de coopérer, seraient alors une exception. Il est indispensable qu'un des parents – en général la mère – puisse se consacrer en toute tranquillité à l'éducation de l'enfant pendant ses premières années.

Plus tard, la participation à des activités prosociales avec les adultes est essentielle pour que l'enfant se rende compte affectivement de l'importance de sa contribution à l'intérêt général afin que son sens de la compassion et sa volonté d'assumer des responsabilités puissent se consolider.

«Les jeunes gens ont besoin d'espaces dans lesquels ils se sentent utiles et puissants. Mettre à leur disposition ces espaces est le meilleur moyen de prévenir la violence.»[11]

Même pour les jeunes plus âgés, la présence d'adultes attentionnés est indispensable. Ils veulent parler avec leurs parents de leurs doutes quant aux valeurs et aux normes et de leur conception du monde divergente. Si les parents admettent cela, ne rompent pas le dialogue, restent inébranlablement attachés aux valeurs de non-violence et de responsabilité envers la nature et le prochain, les jeunes continueront de prendre modèle sur eux.

«Si les adultes ne sont pas présents dans la vie des jeunes, il n'est pas possible de leur enseigner des valeurs d'adultes telles que la confiance en soi, la discipline personnelle, la politesse, le respect mutuel, la patience, la générosité et l'empathie.»[12]

Bien sûr, les parents doivent être soutenus dans ce travail éducatif exigeant. Selon le Rapport *Sherman,* cela a des effets positifs sur le développement social, affectif et intellectuel des enfants et contribue considérablement à la prévention de la criminalité. Parmi les mesures d'aide efficaces, on compte les visites d'assistants pour aider les familles en difficulté, les conseils prodigués aux mères et aux pères par les sages-femmes et les pédiatres.

Suite page 11

Des élèves allemands dans un projet d'embellissement d'école. «Les jeunes gens ont besoin d'espaces dans lesquels ils se sentent utiles et puissants. Mettre à leur disposition ces espaces est le meilleur moyen de prévenir la violence.» (photo caro)

* Rapport pour l'audition publique de spécialistes en criminalité juvénile par la Commission des droits de la femme et de l'égalité des genres (Parlement européen, Bruxelles, 20 mars 2007, rapporteur: Rudolf Hänsel, psychologue, Allemagne)

République démocratique du Congo

Divisions administratives, populations et langues de la RDC

par Joseph M. Kyalangilwa, chimiste et métallurgiste E.I.Br, président du Great Lakes Forum International

Nous sommes heureux de publier cet écrit à l'intention de nos jeunes enfants et des anciens amis de la RDCongo dont certains n'en sortent plus des nombreux changements d'appellation des localités opérée dans l'ancien Congo belge.

Les historiens, géographes et pédagogues congolais authentiques ont du pain sur la planche pour rédiger, publier et diffuser largement et rapidement les nouveaux manuels scolaires. Ces manuels doivent être conformes aux réalités actuelles afin de permettre aux maîtres et aux écoliers et élèves de s'adapter aux réalités du moment. En effet, tous les intellectuels congolais ne cessent de recommander que l'histoire de notre pays doit être écrite par les Congolais authetiques eux-mêmes telle que nos aïeux et grands-parents l'ont réellement vécue et telle que nos parents et nous-mêmes la vivons présentement. Tout Congolais qui lit l'histoire de la RDCongo telle que l'écrivent les étrangers et leurs collabos et traîtres congolais, réalise qu'elle est déformée à dessein. En fait, ces auteurs-là, écrivent l'histoire de la RDCongo comme ils veulent qu'elle soit, bien entendu pour atteindre des buts inavoués. Il en est de même des cartes géographiques et ethniques de la RDCongo publiées à l'étranger. Curieusement dans ces cartes, ces malins ont inséré des noms et limites des localités et des ethnies fantaisistes. C'est pourquoi, il est plus qu'urgent que l'Institut géographique national soit réhabilité et doté d'un personnel technique et administratif qualifié et patriotiquement engagé. Tous les fonds de cartes doivent être réhabilités et complétés par le retour au pays des doubles de ces outils qui se trouvent à l'ancien Musée du Congo à Tervuren (actuellement Musée Royal de l'Afrique Centrale) et à l'Institut géographique national de Belgique à Bruxelles.

Les Congolais et amis de la RDCongo qui ont accès à l'internet, sont souvent surpris de lire les documents affichés sur certains sites dont les contenus sont la pure invention de leurs auteurs. Ces derniers s'attribuent les qualités de spécialistes et d'experts des questions rdcongolaises. C'est bien dommage qu'un certain nombre de nos compatriotes qui préparent leurs mémoires et thèses et qui n'ont pas la facilité d'accès aux archives de notre pays, se réfèrent malheureusement aux renseignements affichés sur ces sites internet. C'est bien regrettable aussi que nos ambassades à l'étranger ne soient plus à même de renseigner comme il faut ces candidats aux divers titres académiques et aux touristes et autres chercheurs étrangers.

Le tableau que nous donnons ci-dessous n'indique pas le nombre réel d'habitants de chaque entité provinciale. C'est une estimation scientifique que nous avons personnellement calculée sur la base du nombre d'électeurs (33% de la population) identifié et enregistré par la Commission Electorale Indépendante (CEI) de juin à décembre 2005. La statistique de populations d'un pays étant indispensable, nous fondons l'espoir que ce nouveau gouvernement issu des élections démocratiques, inscrira entre autres dans ses priorités le recensement annuel des populations de notre pays. Comme nous l'avons aussi écrit dans le précédent article, la CEI disposant encore maintenant d'outils nécessaires et du personnel qualifié et expérimenté pour un tel travail, le gouvernement devrait lui confier cette importante tâche. Ce sera une bonne occasion de délivrer à tous les citoyens rdcongolais les cartes d'identité non falsifiables, car, nous le savons tous, les cartes d'identité en vigueur sont non seulement faciles à obtenir des états civils, mais également falsifiables à volonté. •

N°	Provinces	Capitales *(Langues)*	Superficies (km²)	Electeurs (2005–2006)	Habitants
01	Bas-Uele	Buta *(Lingale et Swahili)*	148 331	360 969	1 093 845
02	Equateur	Mbandaka *(Lingala)*	103 902	536 780	1 626 606
03	Haut-Katanga	Lubumbashi *(Kiswahili)*	132 425	1 307 112	3 960 945
04	Haut-Lomami	Kamina *(Kiswahili)*	108 204	838 242	2 540 127
05	Haut-Uelle	Isiro *(Lingala)*	89 683	633 886	2 011 776
06	Ituri	Bunia *(Kiswahili)*	65 658	1 399 608	4 241 236
07	Kasaî	Luebo *(Tshiluba)*	95 631	1 055 964	3 199 891
08	Kasaî Oriental	Mbuji-mayi *(Tshiluba)*	9 481	891 802	2 702 430
09	Kongo Central	Matadi *(Kikongo)*	53 929	232 416	3 734 594
10	Kwango	Kenge *(Kikongo)*	89 974	658 032	1 994 036
11	Kwilu	Kikwit *(Kikongo)*	78 219	1 707 657	5 174 718
12	Lomami	Kabinda *(Tshiluba)*	26 010	676 117	2 048 839
13	Lualba	Kolwezi *(Kiswahili)*	21 308	553 505	1 677 288
14	Lulua	Kananga *(Tshiluba)*	60 958	982 346	2 976 806
15	Maî-Ndombe	Inongo *(Lingala)*	127 465	583 548	1 768 327
16	Maniema	Kindu *(Kiswahili)*	132 520	629 894	1 908 770
17	Mongala	Lisala *(Lingala)*	58 141	591 876	1 793 554
18	Nord-Kivu	Goma *(Kiswahili)*	59 483	2 462 012	7 460 642
19	Nord-Ubangi	Gbadolite *(Lingala)*	56 644	489 085	1 482 076
20	Sankuru	Lodja *(Tshiluba)*	104 331	453 499	1 374 239
21	Sud-Kivu	Bukavu *(Kiswahili)*	65 070	1 666 615	5 050 348
22	Sud-Ubangi	Gemena *(Lingala)*	51 648	905 634	2 744 345
23	Tanganyika	Kalemie *(Kiswahili)*	134 940	819 063	2 482 001
24	Tshopo	Kisangani *(Kiswahili)*	199 667	862 828	2 614 630
25	Tshuapa	Boende *(Lingala)*	32 940	434 562	1 316 855
26	Ville de Kinshasa	Kinshasa *(Lingala)*	9 965	2 963 912	8 981 552
	Total RDC		**2 345 000**	**25 696 964**	**77 869 588**

«La coopération constructive …»
suite de la page 10

Les méthodes d'entraînement à l'éducation – comme aux USA – ou les programmes de prévention de la violence et de la délinquance destinés aux enfants à risque de 3 à 5 ans dans les écoles maternelles contribuent également à empêcher des développements malsains.

La mission préventive de l'école est d'amener les enfants à coopérer

L'école doit transmettre aux enfants et aux adolescents des aptitudes et des compétences sociales qui les empêchent de déraper dans la vie. En même temps, elle doit souvent assumer des tâches d'éducation normalement dévolues aux parents et tenter de pallier une incapacité familiale.

L'enseignant doit essayer d'éviter par tous les moyens les échecs scolaires car ceux-ci favorisent la dérive dans la délinquance. Les enfants et les adolescents qui échouent à l'école admirent souvent la violence et y succombent plus facilement. L'institution scolaire doit aider les enfants déjà découragés à se mettre en valeur de manière constructive.

C'est pourquoi elle doit, à côté de l'enseignement des matières, concentrer ses efforts sur la transmission de comportements prosociaux. Même un adolescent délaissé peut être amené à apporter son aide et à se sentir en partie responsable de ce qui se passe en classe. Il peut se mettre en valeur par sa contribution active à la vie scolaire. Ainsi, le lien de l'adolescent avec l'école est renforcé, ce qui constitue un autre facteur important de prévention de la délinquance.

Lors de conflits entre élèves, l'enseignant doit exiger avec détermination le renoncement à la violence. Si la violence a déjà été utilisée, il est essentiel que l'on insiste sur la réparation: le jeune qui a eu recours à la violence doit contribuer à remédier aux dommages matériels ou immatériels. Une excuse superficielle ne suffit pas: «La réparation est un processus créatif qui exige un difficile travail d'aveu et de repentance au niveau psychique et social de la part du délinquant et par lequel celui-ci assume la responsabilité de son acte devant la victime et devant la société.»[13]

Les enseignants devraient être mieux formés à ce travail éducatif dans les domaines pédagogique et psychologique. Il va de soi que ces donneurs de repères ne doivent pas être rabaissés au rang d'«animateurs» ou d'«entraîneurs», voire remplacés par les ordinateurs. Certains spécialistes voient un rapport entre les «réformes» correspondantes et les éruptions d'extrême violence de ces dernières années dans les établissements scolaires. Les adolescents doivent apprendre en milieu scolaire le sens des responsabilités et les auteurs d'actes de violence ne doivent pas rejeter la faute sur leurs victimes. Les autorités en charge de la jeunesse et les tribunaux pour mineurs doivent exiger la réparation des dommages et ne pas tolérer les justifications et les excuses des jeunes délinquants.[14]

Programmes de prévention

- Le Rapport Sherman[15] a analysé l'efficacité de plus de 500 programmes de prévention et jugé importants ceux qui visent à amener les adolescents impulsifs à surmonter la colère et le stress et estime qu'on doit en aucun cas tolérer la violence.
- L'enseignement des règles de comportement en tant que matière scolaire en soi qui figure au programme dans quelques Länder allemands semble être également prometteur car l'adolescent y apprend des conduites pacifiques.
- Récemment, le gouvernement du Land de Bavière a lancé une initiative de promotion des valeurs dans les établissements scolaires. Depuis de nombreuses années, les élèves bavarois se distinguent par leur engagement bénévole.
- En Suisse, la campagne de prévention de la police et des autorités scolaires contre la violence virtuelle des portables, «La violence, c'est lâche!», est également impressionnante.
- La campagne nationale anti-persécution de *Don Olweus*[16] en Norvège a mis l'accent sur une attitude ferme de la communauté scolaire contre toute violence et sur le développement d'une éthique scolaire propre à chaque école. Le succès lui a donné raison: un recul de 50% de la violence verbale et physique.
- L'étude de Stanford[17] montre qu'on peut convaincre les enfants et les adolescents de renoncer à la consommation de divertissements violents. Cette expérience menée dans des écoles primaires américaines a abouti à un recul de 40 à 50% des comportements agressifs grâce à l'information et au débranchement volontaire de la télévision et des consoles de jeux.

Missions préventives du reste de la société

Les mesures préventives au niveau familial et scolaire mentionnées ci-dessus ne seront pas efficaces si le reste de la société, ses institutions, les associations, l'économie, l'Eglise, la politique ne soutiennent pas pleinement ces efforts aussi bien moralement que matériellement. Ainsi les familles devraient obtenir des allocations familiales suffisantes (1000 euros par enfant et par mois), les enseignants devraient être formés en pédagogie et psychologie, du temps devrait être aménagé dans leurs emplois du temps pour le travail éducatif et les contacts avec les parents d'élèves. Des mesures de soutien aux familles et des programmes scolaires de prévention devraient être financés généreusement. Le tissu associatif devrait être favorisé. Les filles et les garçons devraient pouvoir effectuer une année sociale. En outre, l'ensemble de la société doit offrir un modèle convaincant de refus de la violence. Toutes les institutions de la société doivent désapprouver la violence sous toutes ses formes. Une éthique de responsabilité devrait réapparaître à tous les niveaux.

Si l'on veut amener les jeunes gens à travailler dans l'intérêt général, à s'engager en faveur des plus démunis, à se livrer à des activités bénévoles – autant de facteurs qui constituent un frein à la violence –, les modèles qu'offre la société doivent y correspondre. Les politiques devraient refuser la participation à la guerre, enrayer le capitalisme sauvage et demander des comptes à l'industrie médiatique sur les conséquences de ses faits et gestes, comme on l'a fait à l'industrie du tabac aux USA, et l'obliger à apporter une contribution constructive à la société. La démocratie doit être protégée en son sein même contre les excès de pouvoir. Nous n'arriverons pas à venir à bout de la criminalité juvénile sans une modification des mentalités dans l'ensemble de la société. •

1 Pfeiffer, Ch. (2005). Die Jugend wird friedlicher. In: *Süddeutsche Zeitung,* n° 142

2 Deutsche Shell (Ed.) (2006). *15. Shell-Jugendstudie. Eine pragmatische Jugend unter Druck.* Frankfurt

3 Schneider, H: J: (2000). Gewaltdelinquenz im Kindes- und Jugendalter. In: *Kriminalistik,* 54, p. 87–98

4 Füllgrabe, U. (2007). Gewaltförderung durch falsche Paradigmen. In: *reportpsychologie* 32/1/2007 et en français «Les fausses théories qui mènent à la violence» dans *Horizons et débats* n° 6 du 14/2/07

5 op. cit.

6 Schneider, H. J. (2003). Gewalt in der Schule. In: Krebs, U./Forster, J. *Vom Opfer zum Täter.* Bad Heilbrunn

7 Adler, A. (1921). *Soziale Praxis.* Vienne

8 Füllgrabe, U., op. cit.

9 Grossmann, D./De Gaetano, G. (2002).*Wer hat unseren Kindern das Töten beigebracht?* Stuttgart

10 Hänsel, R. u. R. (2005). *Da spiel ich nicht mit.* Donauwörth

11 Schneider, H. J. (2000). Vorbeugung gegen tödliche Schulgewalt. In: *forum kriminalprävention.* 4/2000, p. 26-28

12 op. cit.

13 Schneider, H. J. (2001). Kriminologie für das 21. Jahrhundert. Münster

14 op. cit.

15 Sherman, L. W. (Ed.) (1997). Preventing crime: What works. What doesn't. What's promising. A report to the United States Congress. College Park

16 Olweus, D. (2006, 4e édition). Gewalt in der Schule. Berne

17 Grossman, D. (2005). Die Stanford-Studie: Licht am Ende des Tunnels. In: Hänsel, R. u. R. *Da spiel ich nicht mit.* Donauwörth

Une vallée en une journée

Le chemin d'altitude de Casaccia à Soglio

par Bruno Mercier, Zurich

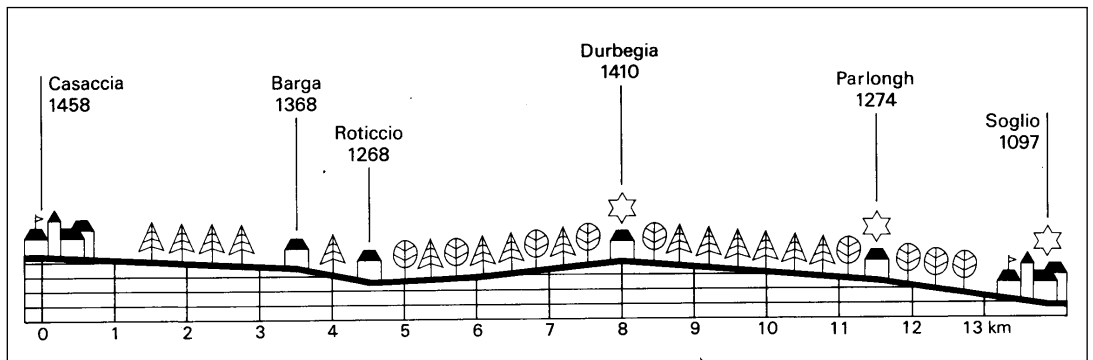
Depuis 1973 le chemin d'altitude de Casaccia à Soglio est ouvert dans toute sa longueur et est considéré comme le plus beau sentier du sud de la Suisse. On l'appelle chaleureusement «La Panoramica» et il est apprécié, aussi bien au printemps avec son vert intensif qu'en novembre, où l'on marche sur les feuilles mortes des bouleaux – il est ouvert presque toute l'année. Après Casaccia, on peut suivre les panneaux et on a besoin d'une carte que si l'on veut savoir où se trouve la prochaine montée. Le chemin varie, il s'élève légèrement en direction de Durbegia pour redescendre le long de la vallée vers la terrasse ensoleillée de Soglio. La plupart du temps on avance aisément à travers les champs et sur des chemins pédestres.

Néanmoins, quelques chemins sont un peu raides et inclinés, alors de bonnes chaussures de marche sont nécessaires. La randonnée passe au début à côté de la centrale électrique Löbbia, gérée par la ville de Zurich comme la plupart des centrales hydrauliques des Grisons. Elle fournit une petite partie des 45% de l'électricité qui est produite par la force hydraulique en Suisse. La nuit quand la consommation d'électricité est basse et le prix plus avantageux, on renvoie avec l'énergie superflue l'eau dans le lac de retenue Albigna.

Les randonneurs sont encore pleins d'énergie à la hauteur de la centrale électrique et se concentrent plutôt sur la belle vue que sur l'architecture peu intéressante du bâtiment. Bien que le sentier descende un peu, le premier village Roticcio est situé à une altitude considérable et offre une première vue plutôt modeste. Le village semble peu habité. La plupart des maisons a été transformée en domiciles secondaires et seulement une petite partie est habitée par des indigènes. Le voyageur assoiffé doit se patienter. Maintenant, le chemin serpente à travers des champs et des petites forêts de sapins. Au-dessus de Vicosoprano, la vallée s'ouvre abruptement vers le bas. Là, où le village se présente comme à vol d'oiseau, il vaut la peine de faire une petite pause. Puis le chemin continue en descendant jusqu'à Durbegia, d'où on a une vue encore plus belle. Même sans jumelles le promeneur est impressionné par les montagnes du Bergell du sud, géantes et majesteuses. Le long des torrents, des champs et des bois de fougères le chemin nous conduit à Pravis et puis à Parlongh, où se trouve la première occasion de se rafraîchir. Sous une simple toile qui nous protège de la chaleur du soleil, nous buvons un espresso tiré d'une machine à café «Bialetti» et mangeons un gâteau aux noix des Grisons. Nous nous offrons ces bienfaits venant des deux bouts de cette vallée et payons généreusement, compte tenu du fait que la patronne a dû faire un long chemin avec toutes ces bonnes choses.

«Le point culminant» de cette randonnée de cinq heures est aujourd'hui, le point le plus bas. A Soglio – village de montagne avec ses palazzi construits entre le XVIe et le XVIIIe siècles par les indigènes de Bergell devenus riches, les von Salis – on vit bien avec toutes les délices de la région, de la bière locale jusqu'au shampoing. Tout le monde le sait et ainsi nous ne sommes pas les seuls dans le jardin du sympathique restaurant situé derrière le palais Salis. Depuis 1630, on y héberge des hôtes et il fut un temps où même le poète allemand Rilke y passait un séjour paissible. On lui a dédié une chambre accueillant aujourd'hui des hôtes intéressés à la littérature et fatigués de la marche. Pour notre part, nous retournons en car postal à Casaccia, où nous avions garé notre voiture le matin. Etonnant la manière dont le chauffeur réussit miraculeusement à faire demi-tour sur la minuscule place du village! Qu'y a-t-il de plus beau que de marcher toute une journée le long d'une vallée dans notre magnifique pays à quatre langues et de pouvoir sans cesse admirer le splendide panorama des montagnes – c'est la «perle des randonnées». •

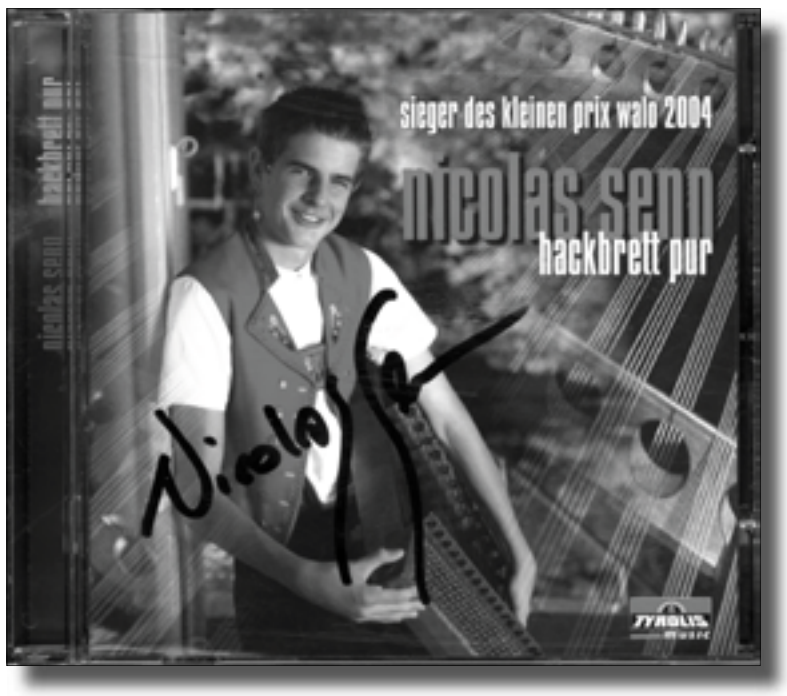
Soglio – Point d'arrivée d'une randonnée à travers les paysages alpins variés. Passant par des prés et des forêts, des rochers et des ruisseaux, on a une vue magnifique sur les Alpes et le Bergell. (photo haro)



Le profil des sommets de la randonnée, tiré du livre «Bergell – Wanderbuch Maloja, Vicosoprano, Soglio, Castaseg», Kümmerly und Frey, ISBN 3-259-03608-3

Une vue inoubliable. (photo haro)

Pour celui qui cherche un peu de repos en ces temps de confusion et de troubles ...



Nicolas Senn

Hackbrett pur

Contact:
Nicolas Senn
Im Winkel
Schulstr. 6a
CH-8590 Romanshorn
Tel. +41 (0)71 463 35 77
Fax. +41 (0)71 463 35 11
www.nicolassenn.ch

Jodeldoppelquartett Sirnach

Es Gschenk

Distributeur:

Phono-Vertriebs GmbH
Hurschli
CH-6383 Dallenwill
Tel. +41 (0) 41 628 19 57
Fax. +41 (0) 41 628 19 67
www.phono-schop.ch